Spécial Talbot

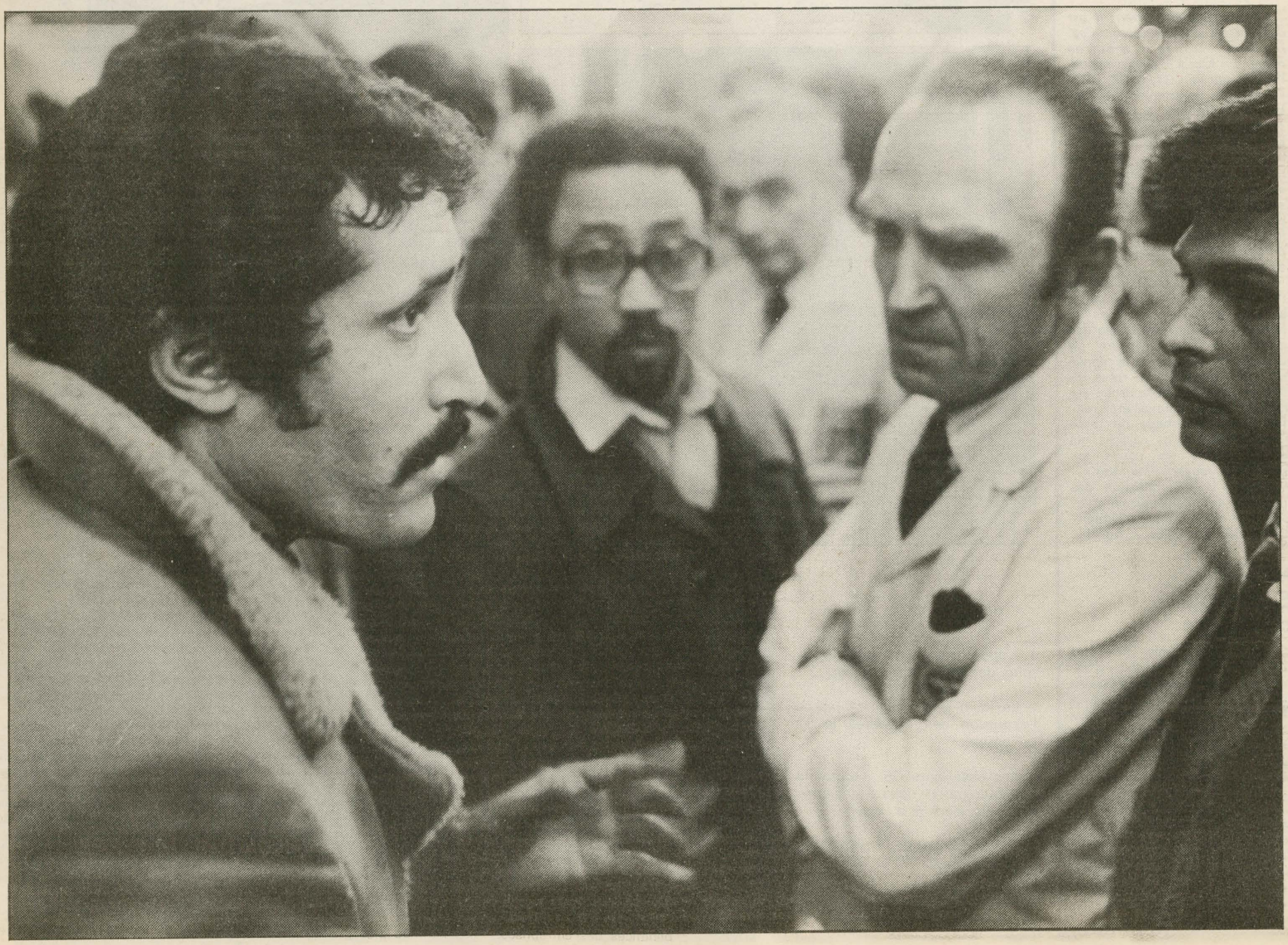
Rouge

Tunisie
Les émeutes
de la faim

P 13

M1578 N° 1095 6,50F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) | du 13 au 19 janvier 1984

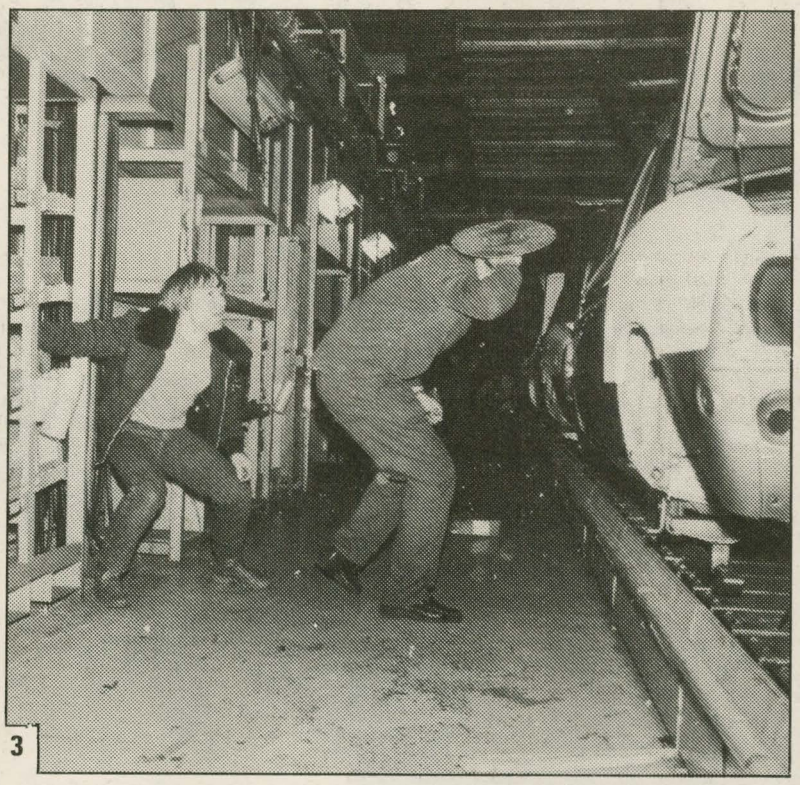
Les O.S. de Talbot ont raison



TALBOT EN LUTTE

1

2



3

4

5

1. L'appel à la formation du comité de grève, le 4 janvier.

2. Le local CFDT saccagé après l'expulsion des grévistes le 31 décembre.

3. Les assaillants CSL contraints à refluer par la riposte des grévistes le jeudi 5 au matin.

4. L'intérieur du B3, théâtre des affrontements.

5. Les policiers jouent leur rôle : laisser la direction maître du terrain.

GROUPE ALSTHOM
Action salaires/emplois

Les coordinations CGT et CFDT d'Alsthom appelaient à débrayer mardi 10 janvier dans les usines du groupe. A Paris, une délégation importante — trois cents travailleurs venus de Rateau, Alsthom-Saint-Ouen, Le Bourget — s'est rassemblée devant le siège de la direction. La mobilisation était sensiblement supérieure à celle des journées d'action appelées par la CGT seule, le 7 décembre dernier par exemple.

La restructuration chez Alsthom signifie mille suppressions d'emplois. A Belfort, trois cents départs en préretraite s'ajoutent au chômage technique. A Saint-Ouen, les mêmes mesures se profilent. Au Bourget, la direction veut réduire les postes de travail de mille sept cents à mille deux cents.

En 1983, la perte de pouvoir d'achat est de 5 % en moyenne. La direction refuse de négocier tout rattrapage. Elle propose pour 1984 une simple augmentation de 5 % de la masse salariale. De nouvelles pertes en perspective. C'est la « baisse des salaires » chère à Gattaz.

La CGT et la CFDT appelaient en commun au niveau du groupe, mais la division reste de rigueur au sein de chaque usine, sous couvert de revendications différentes. Syndicats et direction négocient mercredi 11 sur les salaires et l'emploi. S'appuyant sur les recommandations gouvernementales, la direction ne proposera rien de nouveau. Le débrayage du 11 restera-t-il sans lendemain ? Echaudés par les journées d'action sans perspective, de nombreux travailleurs sont pourtant prêts à passer à l'action.

BUS BORDEAUX
Reprise après 24 jours de lutte

« Ils ne lâcheront rien. Il est difficile de continuer comme ça. Il faut trouver d'autres moyens. » Mardi 3 janvier au soir, l'intersyndicale CGT, CFDT, CGT-FO, appelle les traminots bordelais à la reprise après vingt-quatre jours de grève. Le matin, ils avaient voté la poursuite de l'action à la majorité des deux tiers en assemblée générale. La veille, leurs revendications s'étaient heurtées au refus complet de la majorité de la CUB (communauté urbaine), revenue à droite depuis les dernières municipales.

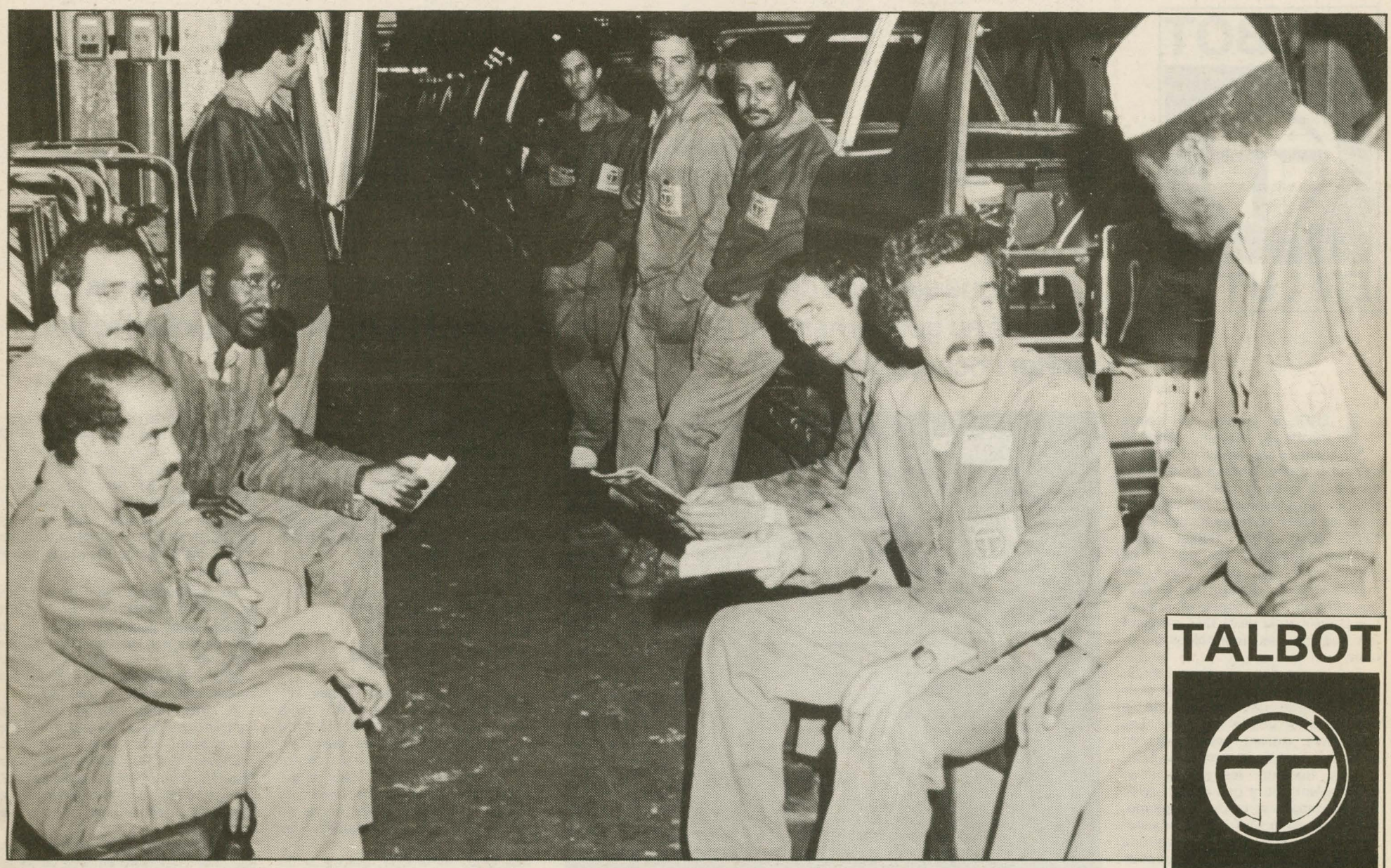
La ville était sans bus depuis trois semaines. C'était la rentrée scolaire, après les vacances de Noël. Le soutien symbolique des unions départementales se doublait de pressions à la reprise sur l'intersyndicale. Le refus de toute discussion de la droite sur les conditions de travail était renforcé par le blocage de toute négociation sur les salaires qui aurait *« remis en cause les consignes gouvernementales »*.

Malgré la détermination des travailleurs, l'intersyndicale choisissait la reprise, devant l'importance des obstacles à franchir

MINES
Suppressions d'emplois

La direction des Houillères Nord-Pas-de-Calais vient d'annoncer deux mille suppressions d'emplois. Celle du Centre-Midi laisse entendre qu'il y aura deux mille six cents suppressions sur huit mille deux cents, et que l'exploitation à ciel ouvert prévue à Carmaux n'est plus aussi certaine.

La seule idée des directions est de proposer un transfert limité des effectifs en Lorraine, région qui souffre déjà d'un chômage monstre à cause de la crise de la sidérurgie. Les fédérations syndicales se rencontrent pour envisager les formes de lutte.



TALBOT EN LUTTE

Les Talbot se battent pour tous

• Déclaration du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire

1. Un enjeu décisif

La lutte des travailleurs de Talbot est exemplaire.

Exemplaire par la détermination dont ont fait preuve les grévistes. Malgré le chantage des patrons menaçant de fermer l'entreprise, malgré les campagnes racistes contre les travailleurs immigrés, malgré deux interventions policières, malgré les agressions d'une violence inouïe des commandos de la CSL, ils résistent et se battent depuis plus d'un mois.

En s'opposant aux mesures patronales de licenciement, en disant *« Non aux licenciements ! »*, les travailleurs ont montré qu'on peut, qu'on doit lutter pour la défense des revendications.

L'enjeu est immense ! Car c'est beaucoup plus de deux mille licenciements que prépare le patronat. Quarante mille dans l'Ile-de-France. Des dizaines de milliers dans les chantiers navals. D'autres dizaines de milliers dans les Houillères, dans la sidérurgie, dans le textile...

Par leur lutte, les Talbot se battent non seulement pour leurs emplois, mais aussi pour nos emplois, pour l'emploi de tous !

Ils témoignent de la volonté de la classe ouvrière de dire non aux licenciements, de refuser la logique du chômage !

Contre les Talbot, une « sainte-alliance » anti-ouvrière !

Le patronat n'a pas hésité à faire appel à ses commandos fascistes pour tenter de briser physiquement la grève, terroriser les ouvriers et obliger les directions syndicales à reculer honteusement. Mais s'il a osé agir avec tant d'insolence et de brutalité contre les travailleurs, c'est parce qu'il savait pouvoir compter sur le gouvernement.

En signant l'accord avec PSA, le gouvernement, soutenu par les directions du PS et du PCF, s'est rendu coresponsable des licenciements.

Et les directions des confédérations syndicales, qui devraient normalement défendre les travailleurs, qu'ont-elles fait ?

Force ouvrière : Bergeron s'est retrouvé aux côtés du RPR pour exiger qu'on en finisse avec cette grève et expliquer la nécessité des licenciements !

Et la CGT ? Majoritaire à Talbot-Poissy, puissante dans la métallurgie, elle avait des responsabilités énormes par rapport à la lutte. Mais Krasucki a eu pour principal souci d'empêcher le renforcement de la grève et l'organisation de la solidarité. Tous ses efforts ont consisté à attiser la division entre CGT et CFDT. Parce que la direction de la CGT soutient l'accord PSA-gouvernement. Parce que c'est le prix de la solidarité gouvernementale payé par le PCF.

Quant à la CFDT, elle a affirmé soutenir sa section de Talbot qui lutte contre les licenciements. Mais à l'heure des choix décisifs, Granger, secrétaire de la fédération de la métallurgie, annonce qu'il faut lâcher sur les licenciements ! Et Maire explique que la confédération a soutenu la lutte uniquement parce qu'elle reproche au gouvernement de l'avoir écartée des négociations !

Face au patronat et à la droite déchaînés contre les travailleurs, gouvernement et directions socialiste et communiste se sont donnés le mot pour étouffer la lutte des travailleurs de Talbot, pour imposer les licenciements ! C'en est trop !

Travailleurs socialistes, travailleurs communistes, vous qui avez voté pour le changement le 10 mai 1981, vous ne pouvez accepter la logique infernale de cette politique de capitulation face aux patrons.

Exigez l'arrêt de la politique d'austérité du gouvernement ! Exigez la satisfaction des revendications ouvrières !

3. La grève des Talbot est une grève juste

Non content de tout faire pour conduire la grève à l'échec, le gouvernement voudrait la discréditer. Il ne se lasse pas d'expliquer que les travailleurs et la section CFDT de Talbot ont été « irresponsables », « maximalistes », « jusqu'au-boutistes »...

Qui est irresponsable ? Les travailleurs qui, après dix, vingt ans de travail à la chaîne, refusent d'être jetés à la rue ? Les syndicalistes qui luttent pour défendre l'emploi ? Non, les vrais irresponsables, ce sont ceux qui autorisent les patrons à jeter sur le pavé des milliers de travailleurs, qui laissent s'aggraver le chômage, qui oublient qu'ils ont été portés au pouvoir par les travailleurs « pour que ça change » !

Les travailleurs qui se battent pour leur emploi, pour leurs conditions de vie, pour leur dignité, montrent la véritable voie pour sortir de la crise. La voie de la rupture avec la logique capitaliste !

Oui, il y a une autre voie :

— l'interdiction des licenciements !

— les 35 heures tout de suite sans perte de salaire !

— un plan de réorganisation de la branche automobile fondé sur le maintien de tous les emplois sous contrôle des travailleurs !

— Le patronat refuse bien évidemment cette perspective. Alors, que le gouvernement nationalise Peugeot-Citroën-Talbot !

Aujourd'hui, de la droite aux partis pro-gouvernementaux, la LCR est attaquée pour son soutien à la lutte des travailleurs de Talbot.

Nous répondons : présents ! Oui, nous défendons jusqu'au bout les travailleurs de Talbot. C'est un honneur pour les révolutionnaires d'être au premier rang de cette bataille pour la dignité des travailleurs !

4. La lutte des Talbot : une première bataille pour dire non aux licenciements !

Par leur détermination, leur capacité à s'organiser à travers les assemblées générales, la mise sur pied d'un comité de grève, les travailleurs ont montré qu'ils étaient en mesure d'imposer leurs revendications. Alors que se déchaîne la division syndicale à l'initiative des responsables CGT de l'usine, ils ont imposé l'unité avec les délégués de chaîne CGT et CFDT.

Car il s'agit d'une première bataille qui en annonce de nombreuses autres. Dans chaque région, il existe une entreprise clé frappée par les licenciements. Dans chaque ville, dans chaque entreprise, il y a des milliers de travailleurs qui refusent que des industries entières soient en sursis, que des dizaines de milliers d'emplois soient condamnés par décision patronale.

Partout, face aux plans de licenciement, comme les Talbot, il faut se battre pied à pied ! Il faut la solidarité entre travailleurs français et immigrés !

En solidarité avec ces luttes, partout il faut engager la mobilisation de toutes celles et de tous ceux qui partagent cette exigence vitale : non aux licenciements ! halte au chômage !

Il faut travailler à renforcer le rapport de forces en faveur des travailleurs. Non seulement lutter entreprise par entreprise, mais imposer, sur la base des revendications, l'unité des travailleurs et de leurs organisations.

Il faut prendre des initiatives de centralisation à l'échelle de la ville, de la région, de la branche, nationalement.

Il faut être les plus forts possible pour imposer la satisfaction des revendications, imposer au gouvernement de refuser les diktats du patronat !

Il s'agit de faire entendre une voix de plus en plus puissante, afin que ce **non aux licenciements** devienne le cri de ralliement de centaines de milliers, de millions de travailleurs français et immigrés, l'appel à la mobilisation unitaire d'une force immense capable de faire reculer les fauteurs de chômage.

Ainsi se prépareront les conditions d'une lutte d'ensemble contre les licenciements, contre le chômage, contre l'austérité.

TALBOT EN LUTTE

Le 5 janvier face à la CSL

• L'attaque sauvage des milices patronales, rameutées de toutes les usines PSA, a donné au gouvernement l'occasion d'une nouvelle intervention policière pour arrêter l'occupation du B3

JEUDI 6 janvier, un calme inhabituel, étrange, règne à l'entrée de l'usine de Poissy ; à l'aube d'une journée très particulière. La veille, la CSL avait multiplié les provocations, les bagarres dans les ateliers. Daniel Richter de la CFDT était même l'objet d'une violente agression de nervis. La grève avait dû subir aussi les manœuvres de division de la CGT qui appelait à la reprise du travail. Les porte-parole de la CGT s'étaient fait huer par les assemblées générales.

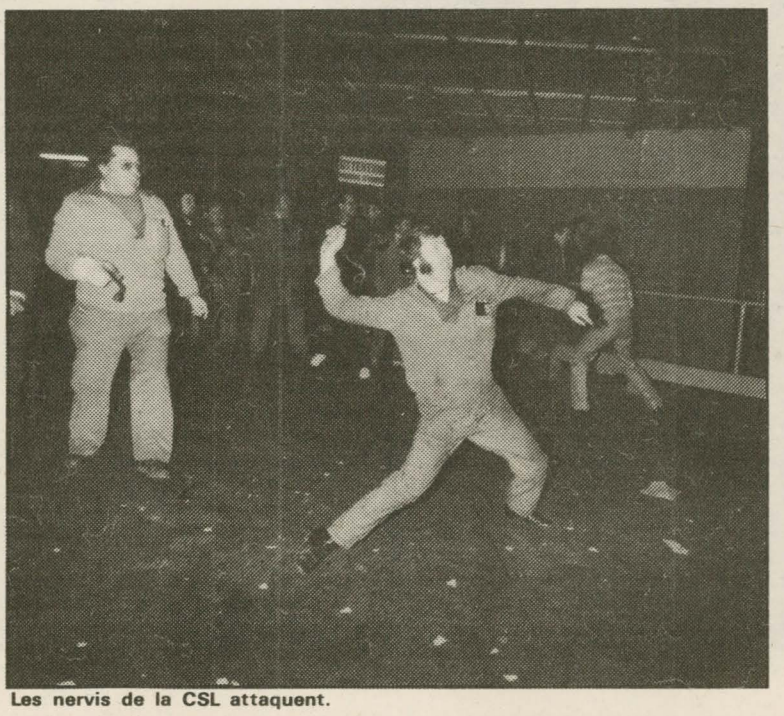
A 6 heures donc le calme. La CSL n'est pas à l'entrée de l'usine et la file habituelle des voitures de la maîtrise n'est pas là non plus... Les travailleurs entrent calmement, en prenant à l'entrée le tract de la LCR.

Avec tradition, les grévistes se rassemblent peu à peu dans l'atelier B3. Le climat est tendu. Bongiorno, le second de la CGT, se fait insulter par les grévistes pour son attitude de la veille. La télé se fait engueuler pour n'avoir pas montré les commandos de la CSL attaquant les grévistes.

La CSL charge

A 7 heures, de nombreux grévistes attendent le début du meeting. Soudain du fond du B3, résonnent des cris et les bruits d'une charge, les boulons commencent à pleuvoir. Armés de crocs de bouchers, la CSL, entrée par l'autre côté, charge violemment les grévistes. Elle avance jusqu'à la première salle de repos. Des boulons tirés des lance-pierres tombent sur les grévistes. Plusieurs immigrés sont touchés à la figure, aux jambes. L'un d'eux protège de ses mains un œil crevé par un boulon. La trajectoire des boulons, ricochant sur le plafond et sur l'armature des chaînes de montage, est imprévisible.

Tout de suite, les grévistes ripostent, mettant en batterie les lances à incendie. La confusion est générale dans le B3, déchiré par les cris, les claquements secs des projectiles. Plusieurs blessés essayent de se protéger comme ils peuvent. Les militants CFDT essayent d'organiser



Les nervis de la CSL attaquent.

le calme, alors que les affrontements continuent. La direction CGT, elle, s'est repliée dans son local dont elle ne sortira que longtemps plus tard.

Noual, qui essaye de maîtriser la situation, est interviewé par la presse. Il dénonce la provocation des commandos de la CSL appelés par la direction, la responsabilité du gouvernement. Les journalistes lui demandent : *« Allez-vous appeler la police ? » : « Nous demandons aux pouvoirs publics et au gouvernement de prendre toutes ses responsabilités et d'envoyer les forces de police contre la CSL. »* Bien sûr, ce n'est pas la bonne solution. La section CFDT et Noual rectifiaient dans les minutes qui suivirent. Mais le mot était lancé..

L'autodéfense s'organise

Les militants CFDT, avec les immigrés, font des chaînes, des chicanes sont disposées au fond du B3 pour éviter une nouvelle charge. L'autodéfense s'organise. C'était l'urgence. Mais vers 8 h 30, les cris viennent de l'entrée principale du B3. Là, des centaines de militants CSL (on apprendra plus tard qu'ils ont été rameutés de toute la région parisienne de Rennes et Sochaux) se sont rassemblées à la hauteur des grilles d'accès au bâtiment. Un groupe de grévistes se groupe face à eux. La CSL charge de nouveau pour faire refluer les travailleurs dans le B3. Des injures racistes jaillissent : *« Au four, les bougnoules ! »* Un militant CFDT est pris à partie, traîné contre un mur, à l'extérieur du B3. Un groupe vient le délivrer de justesse.

A l'intérieur du B3, Noual prend la parole pour organiser l'autodéfense. Chacun réalise que la CSL et la maîtrise encerclent le bâtiment. Tous les grévistes ont revêtus le casque vert de protection. Des praticables qui desservent les chaînes sont mis à la porte. Ils bloquent l'entrée. Les lances à incendie sous pression sont disposées au même endroit. Tout ce qui tombe sous la main : bobines, têtes de delco, etc., est rassemblé. Une nouvelle charge est repoussée au fond de l'atelier. La CSL réalise qu'elle ne peut plus rien tenter.

De 9 h 30 à 11 h, le face à face continue. Les grévistes sont cernés dans le B3. Ils sont plus d'un millier. De l'autre côté des grilles, la CSL et la maîtrise, un millier de personnes, sont réduits à piétiner dans le froid et à injurier les grévistes.

Les CRS tournent leurs boucliers... vers les grévistes

11 h : les bruits des sirènes annoncent l'arrivée des CRS dans l'usine. Ils se disposent aux grilles du B3, séparant la CSL des grévistes. Leurs boucliers sont tournés contre les occupants du B3... Leur intervention ne laisse pas de doute. Ils viennent non pas pour les nervis de la CSL, mais bien pour expulser les grévistes.

La CFDT et la CGT, qui est enfin sortie de son local, commencent à négocier avec la police. Il n'est pas question de sortir du B3 si la CSL reste dans l'usine. Encore moins question de sortir par la porte de derrière comme l'exige les forces de l'ordre. Palabres, navettes, la discussion durera plusieurs heures. A 13 heures, à la radio, les grévistes entendent Krasucki parler de l'occupation du B3 par... 150 extrémistes. Comble pour un dirigeant syndical, il renvoie dos à dos grévistes et CSL. L'amertume et la colère, voilà ce que provoque un tel discours.

La surveillance du B3 par les grévistes continue. En début d'après-midi quelques types de la CSL entrés par derrière sont encore repoussés. Les blessés sont évacués. Ils subissent au passage les injures racistes de la maîtrise.

A trois cents mètres de là, à l'entrée de l'usine, la police installe un cordon. Elle isole l'usine de l'extérieur. A 14 h, des travailleurs de l'équipe d'après-midi, grévistes et non-grévistes, s'y rassemblent. Là aussi, la maîtrise fait monter le climat.

Un groupe de la CSL-Talbot, avec son chef Thévenard en tête, en toute liberté, traverse le rang de CRS et revient dans l'usine. Le cordon n'est pas hermétique pour tout le monde.

Dans le B3, chacun est suspendu à la suite des négociations. La CFDT les répercute régulièrement aux

Les CRS à la rescousse de la maîtrise et de la CSL.

Fallait-il appeler la police ?

« LA CFDT a appelé la police. » Jeudi, le mot était sur toutes les lèvres. Certains, sincères, se demandaient comment un syndicat qui huit jours avant dénonçait l'expulsion des grévistes par les CRS pouvait demander aux mêmes d'intervenir. Certains, moins sincères, trouvaient là, enfin, l'occasion de dénigrer une section CFDT exemplaire depuis le début du conflit.

Pour répondre aux premiers, appeler les CRS fut une erreur. D'ailleurs, celle-ci fut reconnue par tous quelques instants plus tard, y compris par J.-P. Noual lui-même, qui avait prononcé ces mots en réponse à la question d'une journaliste. Mais, honnêtement, il faut se remémorer la situation à cet instant dans le B3. L'affrontement battait son plein, des dizaines de blessés, peut-être des morts, nul ne pouvait vraiment le savoir à ce moment-là. Lorsque tant de responsabilité semblait peser sur les dirigeants CFDT et J.-P. Noual en tête (avec face à eux la direction PSA, le gouvernement... et la direction CGT), qui oserait leur jeter la première pierre, à eux qui depuis plusieurs semaines étaient sur la brèche jour et nuit pour le succès de la grève.

La seule réponse correcte à ce moment n'était pas l'appel aux CRS, mais organiser l'autodéfense des grévistes. Cela fut fait quelques minutes plus tard à l'appel de J.-P. Noual, à tel point que la CSL n'osa plus déclencher de nouvelles attaques.

Car, que peuvent attendre les travailleurs de l'appareil d'Etat, des forces de l'ordre qui ne sont pas faites pour protéger les gens en général, mais bien les possédants, et au premier titre, les chefs d'entreprise ?

Pour répondre aux seconds parmi lesquels se trouvent les dirigeants du PCF, du PS et de la CGT, il suffit de leur demander qui sont-ils, et qu'ont-ils fait depuis le début du conflit Talbot pour jouer ainsi les « purs », les syndicalistes exemplaires qui jamais, non jamais, n'auraient commis une telle erreur ?

Comment Jean Poperen, membre du comité directeur du PS, se permet-il de donner des leçons de syndicalisme aux dirigeants CFDT de Talbot ? N'est-ce pas le PS lui-même qui dirige la police ? Le PS n'a-t-il pas depuis le début du conflit cautionné l'accord PSA-gouvernement, l'envoi des CRS le 31 décembre pour expulser les grévistes. J. Poperen aurait été plus avisé de critiquer un gouvernement qui faisait ainsi alliance avec le patronat et se comportant comme un vulgaire gouvernement de droite.

Et, bien sûr, la direction de la CGT et celle du Parti Communiste. Chaque article de *l'Humanité* y va de son couplet pour fustiger la CFDT pour son « irresponsabilité ». Mais qui, à chaque intant, a été aux côtés des grévistes face à la CSL ? Et qui pendant les affrontements de jeudi était dans son local sydical ? Qui commençait déjà à négocier avec la préfecture l'intervention policière par téléphone ? Il ne suffit pas de ramener ses banderoles devant les caméras de télévision comme l'a fait la CGT pour se dédouaner de son absence totale face à la CSL et de son appel à la reprise la veille.

L. C.

grévistes. Personne n'a mangé, mais le chauffage permet de tenir le coup. Les dirigeants de la CGT, Bongiorno et Tréhel, présents dans le B3 se soucient plus d'apparaître devant les journalistes et de négocier que de maintenir la mobilisation des grévistes.

La préfecture bloque les négociations

Tout au long de l'après-midi, la préfecture bloque les discussions. Elle refuse les exigences des grévistes. Son but : faire évacuer le B3 ! Dehors la maîtrise et la direction n'attendent que cela. Du coup les syndicats récusent la préfecture comme interlocuteur. Ils exigent un envoyé du gouvernement pour négocier. M. Souterène, chef de la Sécurité publique, arrive vers 17 h 30. Dès qu'il se présente devant le B3 les choses sont claires : *« Je suis venu discuter avec M. Gutierrez de la CGT. »* Il refuse toute discussion avec la CFDT qui seule a organisée la riposte face à la CSL et l'organisation des grévistes.

La manœuvre est grosse. La CGT veut apparaître comme celle qui, *« malgré l'irresponsabilité de la CFDT »*, a su reprendre les affaires en main et dénouer la situation... Le gouvernement est là pour l'aider à jouer ce rôle qui, s'il ne trompe personne à Poissy, servira la CGT à l'extérieur. Envoyé du gouvernement et CGT s'engouffrent au fond au B3 vers le local CGT...

Vingt minutes plus tard, ce beau monde ressort. La CGT intervient pour dire que tout est réglé. La division est manifeste. Les cris de : *« Unité, unité »*, fusent parmi les grévistes. La CFDT est finalement elle aussi reçu par M. Souterène. Ce dernier garantit la sortie par la grande porte et le départ de la CSL. La CGT tente de prendre la tête d'un cortège dont la CFDT serait exclue. Elle veut une photo montrant la CGT à la tête des occupants. Manœuvre dérisoire devant des travailleurs qui ont malheureusement vu qui était avec eux le matin contre la CSL. Une sortie unitaire est imposée par les grévistes.

La dernière manœuvre de la CGT

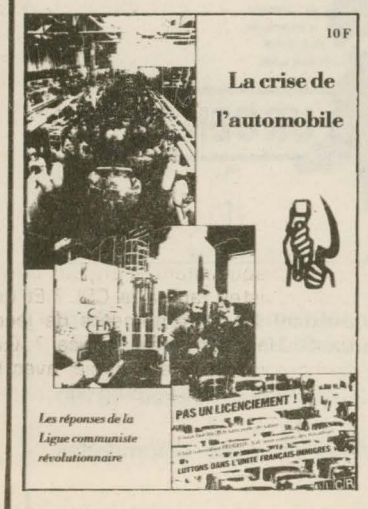
La sortie est précipitée banderoles en tête et au cri de *« non aux licenciements »*. Chacun a le sentiment de sortir la tête haute du B3.

Aux portes de l'usine, le service d'ordre CGT région parisienne est là. Sa fonction ? Bloquer la banderole CFDT pour que Tréhel et un caliquot CGT apparaissent seuls en tête face aux journalistes.

Les cédétistes et beaucoup d'immigrés n'en reviennent pas... Ainsi ce sera encore dans la division que les Talbot finiront cette journée sur le parvis de la mairie de Poissy en deux meetings séparés. La CGT a dispersé dès l'arrivée de la CFDT. Au même moment plusieurs centaines de militants CFDT de la région parisienne, rassemblées une heure auparavant devant la siège de PSA rejoignent Poissy acclamés par les grévistes.

Laurent Carasso
Jean Lantier

Vient de paraître



TALBOT EN LUTTE

A l'entrée du B3, la CGT et la CFDT, durant les négociations.

SOLIDARITE

Ils ne se sentent pas seuls

• Interview de Pascal Mento, responsable de la solidarité à la section CFDT de Talbot

• Est-ce que tu peux nous parler du soutien que vous avez reçu à votre grève ?

De nombreux travailleurs ont répondu à notre appel. Dès que nous avons lancé l'idée de la carte postale, il y en a eu plus de vingt-six mille de commandées, au niveau de l'UD. Aujourd'hui, environ huit mille sont revenues. Il en arrive 300 à 400 tous les jours, le matin ça déborde de la boîte aux lettres, et pourtant elle est grande la boîte aux lettres de l'UL !

Elles nous arrivent par paquets, d'endroits et d'entreprises différentes : en très grand nombre des entreprises de l'automobile, Renault-Cléon, Renault-Flins, Peugeot-Sochaux, Peugeot-Mulhouse, des entreprises de sous-traitance, mais aussi du syndicat CFDT de l'hôtellerie, de l'administration centrale, des travailleurs du ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, de l'EDF Ile-de-France, de Villejuif, de la Santé, des PTT, etc. Elles reviennent de tous les coins de France, de Grenoble, comme de la région de Castres, Montauban, Toulouse, de Bretagne, du Nord. Nous avons même reçu des télégrammes de travailleurs d'entreprises en Espagne qui nous manifestaient leur solidarité.

• Quelle autre forme de solidarité existe-t-il ?

Nous recevons un soutien financier. C'est très important pour nous. A ce jour, nous avons reçu 35 000 francs en chèques ou en collectes. Les travailleurs de Chausson de Gennevilliers nous ont apporté une collecte de 7 000 francs et nous savons qu'il s'en fait ailleurs, à Flins par exemple.

Plusieurs délégations syndicales sont venues nous rencontrer, discuter avec nous. C'était surtout des syndicats CFDT mais aussi des syndicats CGT. Par exemple, de Chausson, les deux, CGT et CFDT, sont venus. Et le syndicat CGT nous a dit qu'ils étaient assez ulcérés de la position de la section CGT de Talbot et qu'ils étaient bien contents de nous voir. Même quand ce n'était pas au nom de leur section, des militants CGT sont venus manifester leur solidarité...

Quand les travailleurs de Renault-Cléon sont venus, ils nous ont même dit que si ça ne s'arrangeait pas sur Talbot, il faudrait étendre la grève à toutes les entreprises de l'automobile.

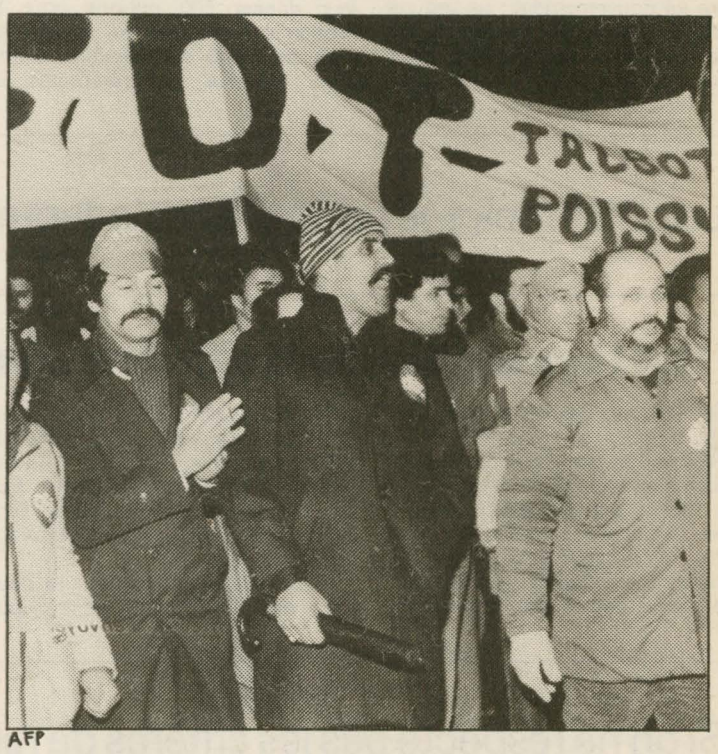
L'idée de l'extension était présente dans les têtes, discutée à plusieurs reprises par les travailleurs qui venaient nous voir. Même ceux de Chausson disaient que ça ne pouvait pas en rester là...

• Est-ce que c'est important pour vous cette solidarité ? Est-ce que ça apporte quelque chose à votre lutte ?

Oui, bien sûr ! C'est important pour nous de sentir qu'on est soutenu, que notre désir de faire annuler tous les licenciements est vraiment partagé par de nombreux travailleurs. Les conditions de la lutte sont difficiles et le climat de racisme qui s'est instauré en France n'arrange pas les choses. Les copains immigrés, c'est sûr qu'ils ont besoin de se sentir soutenus. Ils organisent une manifestation samedi à 15 heures à Montparnasse avec les Comités pour l'égalité des droits et contre le racisme. Ce sera une marche pour le soutien aux travailleurs de Talbot et pour montrer qu'en tant qu'immigrés ils sont déterminés à ne pas subir sans rien faire les restructurations des entreprises.

Il faut qu'il y ait du monde à cette manifestation.

Propos recueillis par Sonia Folloni



A l'appel de l'URP CFDT, une manifestation a rassemblé, mercredi 11 janvier au soir, plus de deux mille personnes, dont plusieurs centaines d'ouvriers de Talbot. Le rassemblement devant le siège du CNPF s'est dirigé vers l'Assemblée nationale aux cris de : « Non aux licenciements ! », « A Talbot comme ailleurs, il nous faut les trente-cinq heures ! », « Français-immigrés, même patron, même combat ! ».

CONTRE LE RACISME

Manifestation de soutien aux grévistes de Talbot

Samedi 14 janvier

A Montparnasse à 14 h 30

A l'initiative des ouvriers immigrés grévistes de chez Talbot, d'ouvriers solidaires de Flins, Billancourt et Chausson-Gennevilliers. La LCR soutient cette initiative.

TALBOT EN LUTTE

Réponse à trois arguments de mauvaise foi

• « On fait du mieux qu'on peut » disent les ministres PS et PC, depuis des semaines, au sujet du « dossier Talbot ».
Analysons un peu leurs trois principaux arguments

On est bien obliger de négocier avec la direction de PSA

Non ! On peut et on doit nationaliser PSA

MAUROY et Ralite ont tenu à négocier directement avec PSA. En se soumettant à sa logique et à ses exigences. Ils auraient mieux fait de se souvenir de ce que disaient leurs partis avant d'être au gouvernement : un groupe aussi important que PSA ne doit pas rester sous le contrôle d'un petit nombre de gros actionnaires (type Michelin) ou de la famille Peugeot ; il fallait, avaient-ils dit, le nationaliser.

En ne le faisant pas, le gouvernement en est réduit à prévoir de leur donner 500 millions pour la modernisation, tout en payant les frais de 8 000 suppressions d'emplois (départs en préretraites et licenciements). Un minimum d'enquête sur le groupe PSA ferait apparaître combien de milliards de fonds publics y ont été engloutis depuis vingt ans. Qu'on se souvienne seulement du « rachat » de Citroën par Peugeot, financé par Giscard... Et qu'on réfléchisse un instant à ce seul chiffre : le montant des sommes détournées ces deux dernières années sur les préretraites par Peugeot s'élève à un milliard. La direction de PSA a refusé de payer !

Ces faits-là ne suffisent-ils pas pour reprendre la revendication *« nationalisation de PSA sans aucune indemnisation des gros actionnaires »* ? La réponse va de soi. Ajoutons-y, pour souligner la portée politique d'une telle décision, que la direction de PSA, soutien direct de tous les agissements de la CSL, devrait — selon la demande parfaitement légitime du Syndicat de la magistrature — relever d'une *« enquête afin de déterminer si ses agissements ne sont pas du ressort de la loi pénale »*.

Les OS immigrés ne peuvent s'adapter à la modernisation

Non ! Les organisations ouvrières peuvent contrôler la formation

QUE faire des OS, à 80 % immigrés, au moment de la robotisation ? S'ils sont analphabètes en français, nous dit-on, ils sont rejetés par la modernisation.

Cet argument s'appuie sur une réalité : les processus les plus automatisés demanderont des travailleurs d'un niveau scolaire assez élevé (BTS ou diplôme équivalent). Les conclusions qu'en tire la direction de PSA, cautionnées par le gouvernement, doivent cependant être combattues et condamnées. Pour une raison de fait et pour une raison de principe.

Dans la réalité, en effet, les deux tiers des emplois liés à la robotisation ne demanderont pas un niveau scolaire réellement élevé : ce seront pour beaucoup des postes d'OS de la robotique. Grâce à un effort de formation au sein des entreprises, les OS actuels y sont sans aucun doute parfaitement aptes ! Il semble d'ailleurs même possible de faire la même chose pour certains des postes plus qualifiés : une expérience, positive, est en cours en ce sens à la Régie Renault.

Venons-en donc à la question de principe, que le PS et le PC ne devraient pas si facilement oublier : n'avaient-ils pas parlé d'un contrôle des organisations syndicales ouvrières sur la formation professionnelle ?

Tel était le sens des revendications de la section CFDT de Talbot-Poissy, le 6 juin dernier : elle disait *« oui aux robots »* à condition qu'ils servent les intérêts des travailleurs et non pas ceux des exploiteurs.

Si on ne respecte pas les critères de rentabilité ce sera la catastrophe

Non ! On doit réorganiser toute la production automobile

AU travers de la crise actuelle de la branche automobile est posée une question politique centrale : rompre avec la logique capitaliste ou lui obéir ? Le gouvernement ne veut pas la poser... et se soumet à ce qu'il appelle le critère de la « rentabilité ».

Mais, de quelle « rentabilité » s'agit-il ? Appelons les choses par leur nom. Il s'agit des profits patronaux, réalisés sur le dos des travailleurs, en France même et dans les pays du tiers monde, pillés par les règles du commerce capitaliste. Pour réaliser ces profits, la production automobile correspond à la recherche de clients par le renouvellement rapide des modèles utilisant plus ou moins les mêmes pièces agencées autrement. Comment ne pas voir à qui profite la situation actuelle, celle d'une « saturation » du marché de la consommation privée des voitures par certaines couches sociales alors que l'ensemble de la population souffre de l'absence d'une politique des transports répondant aux réels besoins collectifs ?

En acceptant les critères de la « rentabilité » capitaliste, le gouvernement tourne le dos à ce qu'il ferait s'il était au service des intérêts des travailleurs : nationaliser PSA et réorganiser l'ensemble de la branche automobile (y compris Chausson, RVI et l'ensemble des sous-traitants), contrôler le commerce extérieur (50 % de la production française) pour renégocier les termes des échanges internationaux.

Ces mesures politiques permettraient d'empêcher les licenciements et de répondre aux revendications ouvrières, sur les salaires, les conditions de travail, la formation, la durée du travail (35 heures par semaine), etc.

Devant un tel choix, il est vrai que le CNPF ne dirait plus que *« le gouvernement hésite »*... Mais les travailleurs, eux, n'auraient plus à affronter un accord entre la direction de PSA et la majorité PS-PC.

Pierre Rème

Oui aux robots

Nous disons oui aux robots s'ils ne servent pas d'alibi à des licenciements...

Nous disons oui aux robots s'ils sont installés pour améliorer les conditions de travail...

Nous disons oui aux robots s'ils permettent la formation des travailleurs immigrés utilisés jusqu'alors à des tâches répétitives...

Nous disons oui aux robots s'ils permettent les augmentations de salaire grâce à leur capacité de production accrue...

Nous disons oui aux robots car ils nous font espérer la fin de l'organisation des ateliers basée sur le travail à la chaîne...

Nous disons oui aux robots avec la semaine de 35 heures...

Oui, décidément les robots seront peut-être « vivables » s'ils sont vraiment asservis par ceux qui les utiliseront.

Extrait d'un tract de la section CFDT de Talbot, le 9 juin 1983.

Plus que jamais, sachons débattre pour unir et agir plus efficacement contre les licenciements et la logique infernale du capitalisme en crise.

Bientôt le troisième tirage sera totalement épuisé... Cette brochure de 24 pages, en vente au prix de 10 francs, est prévue pour une large diffusion.

Ecrivez ou téléphonez à la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, Tél. 859 00 80.

Des tarifs particuliers sont prévus pour les commandes groupées.

TALBOT EN LUTTE

Non aux licenciements

LES ENJEUX TALBOT

La bataille qui se déroule à l'usine Talbot de Poissy marquera, quelle qu'en soit l'issue, une date importante dans l'évolution des rapports de forces politiques et sociaux. Plusieurs enjeux, tous aussi significatifs, s'y entremêlent.

Arrêter l'hécatombe !

Il y a d'abord l'emploi. Depuis 1981, plus de 300 000 emplois industriels ont disparu, or chacun sait que les 2 905 licenciements demandés par Talbot ne sont que les premiers d'une longue chaîne de suppressions d'emplois d'ores et déjà programmés par l'Etat patron ou les employeurs privés. *Sidérurgie, charbonnage, chantiers navals, chimie et encore automobile..., il faut s'attendre à des dizaines de Talbot pour les mois et les années qui viennent.* Gouvernement et patronat sont décidés à mener de front la « bataille des sureffectifs ».

Non à la « loi des 2/3 »

Seule la détermination des grévistes a, pour l'instant, mis en difficulté le « compromis conclu sur leur dos entre le gouvernement et P.S.A. ».

Un compromis dénué de toute signification industrielle, de nature strictement politique et qui ne peut pas avoir été annoncé sans avoir reçu au préalable l'aval de forces importantes de la gauche politique et syndicale. Les grévistes ont déjà dit tout ce qu'il y avait à en dire et les 9 000 licenciés de 1981 qui végètent encore au chômage leur offrent une image concrète de l'avenir qu'ils refusent. Quant à la formation, faut-il rappeler qu'il faut trois ans pour former un O.P. et qu'en trois ans le gouvernement n'a toujours pas mis en œuvre ne serait-ce que les bases d'une politique, alors que les fameuses « mutations » dont on se gargarise sur tous les tons sont attendues et préparées depuis souvent plus longtemps que ça ? Il reste que ce qu'on appelle déjà la « *loi des deux tiers* » offre désormais un précédent aux partisans patronaux de la « liberté de licencier » qui ont tout lieu d'être satisfaits et qui ne peuvent que renforcer leur pression. Y. Gattaz en effet n'a-t-il pas récemment proclamé que « seule la lutte paie » ?

Rompre avec la logique du profit

N'y aurait-il donc aucune solution que de poursuivre la politique du « redéploiement industriel » inaugurée par le régime giscardien et, supplément d'âme « de gauche » oblige, la masquer sous un visage qui se voudrait « humain » ? Le « nouveau type de développement » annoncé par la gauche passerait-il par une fuite en avant dans la recherche de « créneaux » de plus en plus fins sur le marché mondial ; quitte à en accepter toutes les contraintes aujourd'hui présentées comme « incontournables » ? La compétitivité de l'industrie automobile continuera-t-elle à être jaugée au nombre de modèles et de gammes offerts à la consommation individuelle et à être évaluée selon des critères strictement financiers alors que la crise elle-même contraint à intégrer dans le calcul économique les dimensions de l'utilité sociale du produit et de la qualification collective des travailleurs pour déboucher sur une autre logique économique en rupture avec la logique capitaliste du profit ? *Il n'y a en tout état de cause pas d'autre façon d'aborder les problèmes de fond : ceux de l'organisation de la production et du travail, celui de la productivité, celui du maintien de l'emploi.*

La parole aux travailleurs

Prendre les choses à la racine passe nécessairement par l'appel à l'initiative démocratique des travailleurs et à leur mobilisation.

Des choix sont en effet nécessaires, mais la gauche qui avait promis de « rendre le pouvoir » à ceux qui n'ont eu jusqu'à présent qu'à le subir, continue pourtant à concocter les plans de restructuration qui concernent l'avenir de centaines de milliers de salariés et de dizaines de bassins d'emplois, dans le secret des ministères. Pourquoi ne pas organiser des assises par entreprise, branche, région, etc. où, pièces en main et disposant du temps et des moyens pour élaborer, à partir de leurs revendications, leurs éventuelles contre-propositions, les travailleurs et leurs organisations syndicales auraient à se prononcer sur les mutations nécessaires et les conditions de leur mise en œuvre ?

Les 35 heures tout de suite !

Il serait temps pour commencer, de se rappeler cette « priorité » aujourd'hui bien enterrée, de la réduction du temps de travail. Le passage immédiat aux 35 heures, permettrait déjà de répartir le travail disponible entre les mains de tous, *en attendant d'autres réponses pour l'avenir.*

Droit au retour volontaire et sans licenciement

Ecœurés par le comportement des patrons qui les rejettent aujourd'hui comme des pions après avoir été les chercher comme du bétail aux temps « bénis » de la croissance, sensibles à l'absence de solidarité active d'une partie des travailleurs français et à la montée du racisme dans le pays, beaucoup de travailleurs immigrés de Talbot revendiquent le droit au retour dans leur pays d'origine dans des conditions financières et professionnelles correctes. La satisfaction de cette revendication légitime doit se faire sur la base du volontariat et implique en tout état de cause l'annulation du plan de licenciement. Pour toutes ces raisons et parce que nous savons que P.S.A. voudrait décapiter les organisations syndicales par le biais du licenciement des délégués de chaîne, *nous appelons à renforcer le mouvement de soutien à la grève de Talbot Poissy contre tout licenciement.*

Lorsque l'usine rouvrira, les travailleurs, pour qui ce sera la minute de vérité, doivent savoir qu'ils ne luttent pas pour eux seulement.

Paris, le 28 décembre 1983

DERNIERE MINUTE :

Les signataires condamnent énergiquement l'intervention des CRS contre les grévistes. .
Cette décision en dit long sur les choix du gouvernement. Plus que jamais la solidarité est nécessaire !

Liste des premiers signataires :

Henri Benoit *(syndicaliste Renault-Billancourt)*, **Alain Bonnet** *(syndicaliste Banques)*, **Guy Barbin** *(syndicaliste Transport)*, **Jean-Pierre Anselme** *(Synd. Papier-Carton)*, **Denis Berger** *(enseignant)*, **Michel Fiant** *(urbaniste)*, **Gabriel Granier** *(médecin)*, **Robert Linhart** *(sociologue)*, **Guy Konopnicki** *(écrivain)*, **Georges Labica** *(enseignant)*, **Gilbert Marquis** *(employé)*, **Gérard Molina** *(enseignant)*, **Alain Martinez** *(synd. Chausson Gennevilliers)*, **Pierre Lesprit** *(ancien responsable départemental métallurgie Haute-Marne)*, **Maurice Najman** *(journaliste)*, **Christian David** *(urbaniste)*, **Daniel Richter** *(syndicaliste Renault Flins)*, **Francis Souty** *(syndicaliste Thomson Gennevilliers)*, **René Schulbaum, Michel Renard** *(enseignant)*, **J.-P. Lancry** *(synd. Pétrochimie Le Havre)*, **Françoise Galland, Daniel Guérin** *(écrivain)*, **François Preneau** *(synd. P.T.T. Nantes)*, **André Saillant** *(synd. Elf-France)*, **Yves Le Nahour** *(synd. Impôt Basse-Normandie)*, **Michel Pierre** *(synd. Santé 54)*, **J.-P. Sautot** *(synd. Sidérurgie Metz)*, **J.-C. Demailly** *(synd. P.T.T. 55)*, **Octave Viellard** *(synd. Chausson Asnières)*, **Alain Krivine, C. Debous** *(synd. S.N.C.F.)*, **Jeanne Couderc** *(synd. C.C.P.)*, **J.-L. Heller** *(synd. INSEE)*, **S. Roux** *(synd. Santé)*, **D. Desmée** *(ancien responsable national santé)*, **G. Salmon** *(sociologue)*, **Daniel Lena** *(Dassault Bordeaux)*, **A. Remoiville** *(synd. Cofaz Bordeaux, conseiller municipal Senom)*, **Nowack B.** *(synd. Commerce et service Lille)*, **Annie Jullien** *(synd. Livre)*, **K. Lazy** *(synd. S.P.S.)*, **Marie et Simon Lequeux** *(synd. Service)*, **J.P. Raingal** *(synd. B et or Pub.)*, **P. Rozenblatt** *(synd. Pub.)*, **Tallard Michel** *(SGEN C.N.R.S.)*, **Le Goff Serge** *(synd. Papier Carton)*, **Mathé Potevin** *(synd. Commerce et service)*, **Brouillat Gilbert** *(H.C.R.T.)*, **Claire Tessiere** *(ANPE)*, **Ester Alvarez** *(synd. M.R.E.)*, **J.-J. Thouvenin** *(synd. E.D.F.)*, **Ignas Garay** *(synd. Pont-à-Mousson)*, **Michel Tourneux** *(enseignant)*, **Jean-Marie Drevon** *(synd. enseignant)*, **Adeline Richet** *(enseignante)*, **Dominique Drot** *(synd. Banques Troyes)*, **Pinaut Patrick** *(synd. FNAC)*, **Michèle Ermis** *(enseignante, conseillère municipale Saint-Etienne-de-Rouvray)*, **Patrice Lorson** *(responsable synd. Yvelines)*, **Pieer Vautier** *(synd., responsable U.I.E. Cherbourg)*, **Yvan Craipeau** *(SGEN Nice)*, **Nicolas Bultot** *(synd. Besançon)*, **Martine Bultot** *(médecin généraliste)*, **J.-C. Specht** *(Longwy)*, **J.-C. Brulé** *(Longwy)*, **Robert Giovanardi** *(Longwy)*, **Patrice Spadoni** *(synd. P.T.T.)*, **Mireille et Gilles Buna** *(enseignants)*, **Claude Leneveu** *(sociologue Nantes)*, **José Fondevilla** *(synd. Chimie)*, **Véronique Peffer** *(Longwy)*, **M.-P. Patoux** *(Longwy)*, **Michel Olmi** *(Longwy)*, **Patrice Gaspard** *(Longwy)*, **Gérard Bras** *(enseignant Le Havre)*, **Louis Gehin** *(synd. Renault Sandouville)*, **Frédéric Brun** *(synd. O.N.I.)*, **Patrick Santini** *(enseignant)*, **Marie-France Durand** *(synd. P.T.T.)*, **Golea Alain** *(synd. ANPE Marseille)*, **Vincent Ruprich-Robert** *(synd. service extérieur travailleur emploi)*, **Gilles Gentil** *(synd. Renault Sandouville)*, **Etienne Lefranc** *(synd. Renault Sandouville)*, **Alain Ponvert** *(synd. Renault Sandouville)*, **Jean-Pierre Salignat** *(synd. R.V.I. Lyon)*, **Michel Haon** *(synd. R.V.I. Lyon)*, **Max Rutge** *(synd. Vidéo Color Lyon)*, **Fran Loustal** *(synd. CII-Honeywell-Bull)*, **J.-P. Petit** *(synd. Jeumont-Schneider Saint-Denis)*, **Jean Arnouet** *(synd. 95)*, **Battista Fernando** *(synd. SIM)*, **Fedel de Lucas** *(synd. organismes sociaux)*, **Francis Léonet** *(synd. organismes sociaux Troyes)*, **Alain Darbier** *(synd. organismes sociaux)*, **Michel Collodi** *(synd. Métall Troyes)*, **J.-P. Noual** *(synd. Talbot Poissy)*, **Paul Rousselin** *(synd. Renault Flins)*, **Alain Liepietz** *(économiste)*, **Flaminio Caratti** *(synd. Impôt)*, **Jean Boquet** *(enseignant Basse-Normandie)*, **Etienne Adam** *(synd. Santé sociaux)*, **Michel Desmars** *(synd. Cheminot)*, **Henri Célié** *(synd. Cheminot Villeneuve-Saint-Georges)*, **Henri Farreny** *(synd. enseignant Toulouse)*, **Collet Serge, Michel Picquart** *(enseignant)*, **Pierre Mathon** *(urbaniste)*, **Guy Robert** *(Basse-Normandie)*, **Jacques Ballouey** *(Equipement, Nancy)*.

Pour s'associer à l'initiative (une seconde liste est en préparation), écrire à « Soutien Talbot », 42, rue d'Avron, 75020 Paris.

Chèques à l'ordre de Jean Ségura, C.C.P. 10 033 60 P (mention « Soutien Talbot »).

Un appel que nous soutenons

PUBLIE le mercredi 4 janvier dans *le Monde*, l'appel « les Enjeux Talbot » mérite l'attention de tous les révolutionnaires et, plus généralement, de toutes celles et de tous ceux qui ne veulent pas que les travailleurs subissent les exigences patronales.

Regroupant des personnalités politiques, syndicales et intellectuelles, il permet que s'exprime largement une nette volonté : *« Non aux licenciements »*. Soutien à Talbot mais aussi proposition d'une orientation politique alternative à celle suivie par la majorité PS-PCF, ce texte marque nettement qu'il faut *« rompre avec la logique du profit »*.

Dans de nombreuses localités et entreprises, il est l'occasion de discussions permettant de rassembler ceux qui veulent lutter contre tout licenciement et pour des solutions servant les intérêts des travailleurs : *« Les 35 heures tout de suite »*, *« l'initiative démocratique des travailleurs et leur mobilisation »* pour s'opposer aux *« plans de restructuration concoctés dans le secret des ministères »* et pour exiger *« tous les moyens pour élaborer, à partir de leurs revendications, leurs éventuelles contre-propositions »*.

Chacun voit bien que ne sont pas, ainsi, abordées une série de questions importantes pour la lutte pour l'emploi : comme celle de la nationalisation du groupe PSA sans indemnité et celle de la réorganisation de l'ensemble du secteur public en fonction des besoins sociaux et sous le contrôle des travailleurs. Le débat sur ces objectifs, qui doit rester ouvert, sera d'autant mieux mené que les forces prêtes à lutter contre tout licenciement seront regroupées et actives.

Pour la LCR, le soutien à cette initiative va donc de soi. N'avons-nous pas suffisamment souligné, depuis plusieurs mois, comment de nombreux militants et travailleurs cherchent, au cœur des luttes, des solutions politiques opposées à celle de la gestion de la crise en fonction de la logique du profit ? Et n'avons-nous pas, début décembre, commencé la diffusion d'un *« plan de mesures d'urgence »* répondant aux mêmes préoccupations ?

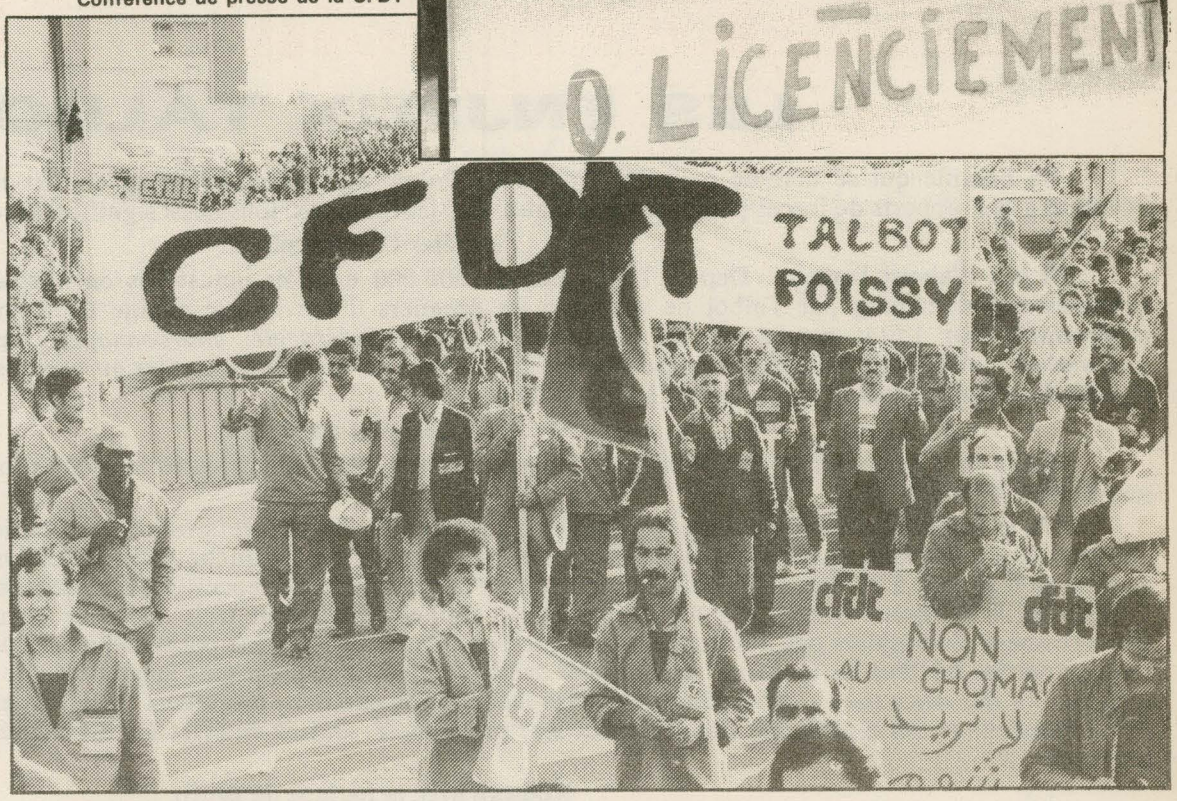
Débattre des solutions politiques et développer le soutien à la lutte de ceux de Talbot... Ces deux objectifs de l'appel sont indissociables. Ce sont aussi les nôtres. Avec tous les signataires, avec tous ceux qui discuteront ce texte, notre but est de contraindre la majorité à abandonner sa politique actuelle où on voit patronat et gouvernement mener de front la bataille des sur-effectifs.

Ensemble, discutons et agissons : *« Il faut s'attendre à des dizaines de Talbot pour les mois et les années qui viennent »*, comme dit le texte, et, pour s'y opposer, il faut *« renforcer le soutien à la grève de Talbot-Poissy contre tout licenciement »*. Dans ce combat, il est important de faire connaître et signer cet appel.

CFDT

Maire récupère une lutte qui le gêne

Conférence de presse de la CFDT



ENTENDRE le secrétaire général soutenir la lutte de Talbot a plutôt satisfait de nombreux militants de la CFDT, trop souvent scandalisés par ses « coups de gueule ». Beaucoup adhèrent pleinement à cette affirmation, lors de sa conférence de presse du 10 janvier : *« Se retrouver avec les travailleurs bafoués dans leurs droits, c'est le b-a-ba du syndicalisme. »*

Au même moment, cependant, il contredisait les revendications des grévistes et les positions des syndicats CFDT de la métallurgie parisienne : *« Nous savons qu'il y a des sureffectifs à Talbot et ailleurs »*, disait-il en effet dès les trois premières lignes du texte qu'il a lu le 10 janvier. Il soulignait lourdement : *« S'il y a des gens dans ce pays qui cherchent à masquer les réalités, ils ne sont pas de notre côté. »*

« Rigueur et ambition »

Il apparaît vite que le patronat, même celui de PSA, n'est pas le véritable adversaire d'Edmond Maire. A aucun moment, en effet, il ne dit que la CFDT *« a l'ambition »* de *« créer un rapport de forces »* au travers des luttes. En revanche, Edmond Maire *« a l'ambition et la volonté de contribuer de toutes ses forces à moderniser notre industrie* (...) *réussir les mutations* (...) *réaliser une meilleure mobilité professionnelle »*.

La dernière grande colère d'Edmond Maire ne doit donc laisser aucun doute. Il *« n'a pas changé »*, comme il le dit lui-même, il poursuit son combat *« pour développer la concertation »*, et s'il dénonce *« la méthode suivie à Talbot »*, c'est *« qu'elle ne peut mener qu'au désordre, au gâchis économique et à la révolte ouvrière »*. Propos dignes d'un ministre, ou d'un conseiller social du patronat, ou d'un syndicaliste à la Bergeron...

Ce dernier, et ce n'est sans doute pas un hasard, est d'ailleurs à peine critiqué par Edmond Maire au moment où il se déchaîne, pêle-mêle, contre *« la monarchie dans l'entreprise »*, contre *« le PC de la dictature du prolétariat et la CGT sa courroie de transmission »*, contre *« le jacobinisme et l'étatisme de la gauche »*. L'orientation qu'Edmond Maire oppose à ses adversaires tient en deux phrases, que le secrétaire général de Force ouvrière pourrait signer : *« Rien ne peut se faire dans notre société développée sans concertation et négociation. Il faut des solutions négociées aux problèmes industriels et aux problèmes d'emploi. »* Pour que les travailleurs adhèrent à la « rigueur »...

Quant aux « exigences » présentées à Pierre Mauroy — au-delà du bruit des déclarations à la presse —, ce sont « deux points » d'une modération extrême : *« une concertation tripartite dans les branches les plus concernées et dans les bassins d'emploi les plus touchés »*, *« la réduction du temps de travail, notamment l'extension du repos compensateur pour les heures supplémentaires et l'amélioration des contrats de solidarité-réduction du temps de travail »*.

Deux lignes

On le voit, il y a réellement deux orientations syndicales différentes, révélées nettement par la lutte de Talbot.

Pour la section CFDT, le syndicat métaux et l'union départementale des Yvelines, il s'agissait de tout faire pour mettre en échec la direction de PSA, de lutter et d'exiger du gouvernement qu'il annule les 2 905 licenciements. Cela a permis que leur nombre soit réduit à 1 905, et la CFDT a appelé à poursuivre le combat pour « zéro licenciement ». C'est la voie pour briser les attaques patronales.

Pour la direction de la fédérations métaux et pour la confédération, cette lutte, d'abord embarrassante, est devenue une bonne occasion de *« faire un coup politique »* quand il est apparu que la CGT n'arrivait pas à faire accepter l'accord entre le gouvernement et PSA. Puisque la base suivait la CFDT de Talbot, cela permettait à la direction confédérale de dire au gouvernement : *« Vous ne pouvez pas vous passer de nous. »* Moyen commode de satisfaire les militants combatifs et de faire oublier bien des couleuvres des mois précédents tout en relançant le projet de « concertation » avec le patronat.

Double langage

Tenir à la fois ces deux objectifs, compte tenu des rebondissements de la lutte, créait une difficulté : jouer de deux langages. D'où les variations sur la notion de *« sur-effectifs »*, absence d'appel à une mobilisation nationale à la hauteur du test qu'est Talbot et, couronnant le tout, la déclaration de Georges Granger à la télévision, le dimanche 8 janvier. *« Changement de position »... « maladresse individuelle »*, disent les autres membres de la direction !

En fait, le secrétaire général de la fédération métaux a seulement tenu en public un discours réservé à l'usage interne. Il a fini par penser à haute voix et dire ce qu'il souhaite depuis des semaines. Et il a été démenti tant par le communiqué de l'UPSM-CFDT que par celui de la section de Talbot. D'une certaine façon, c'est une véritable leçon de choses sur la réalité syndicale de l'orientation défendue par Edmond Maire.

Pierre Rème

LE BUREAU REGIONAL DE LA METALLURGIE CFDT

« Pas de négociation sans rapport de forces »

« L'UPSM (Union parisienne des syndicats de la métallurgie) qui regroupe tous les syndicats métaux CFDT à l'échelle de la région parisienne, a publié, le 9 janvier au soir, un communiqué dont nous reproduisons ici de larges extraits :

« Puisqu'il est enfin question de négociations dans les branches, l'UPSM-CFDT tient à préciser qu'elle mettra tout en œuvre, comme à Talbot, pour que celles-ci ne se déroulent pas hors d'un rapport de forces favorable aux travailleurs. Elle rappelle la base sur laquelle elle mènera l'action avec ses syndicats et sections syndicales :

1. L'acceptation des mutations industrielles ne doit pas nous résigner à accepter la logique capitaliste de la concurrence et du profit.

2. L'acceptation de la notion de sur-effectifs est dangereuse si elle ne fait pas référence à une durée du travail définie : il peut y avoir « sur-effectifs » à 39 heures et il peut disparaître à 35 heures ou moins.

3. La recherche de gains de productivité ne doit pas conduire à une fuite en avant qui amènerait à produire toujours plus et à moindre coût sans se soucier de l'utilité du produit fabriqué, des conséquences de l'organisation du travail sur les conditions de travail, des transferts des coûts de production sur la collectivité.

« Sur ces bases, l'UPSM appelle toutes ses sections concernées à engager la réflexion sur les formes d'action les plus appropriées pour obtenir rapidement les 35 heures dans l'automobile. (...) »

LA SECTION CFDT TALBOT-POISSY

« Nous n'avons pas baissé les bras »

La CFDT-Talbot tient à préciser de façon claire et nette que mercredi matin, début de la rentrée programmée, elle est prête à continuer la lutte et à consulter les travailleurs sur ce point si les discusions tripartites prévues mardi 10 janvier 1984 se soldent par une parodie vide de sens, identique à la précédente.

La CFDT-Talbot se rendra à la tripartite sur les bases définies par la CFDT, le mercredi 4 janvier et réaffirmées le 5 janvier au matin.

La CFDT-Talbot tient à préciser que toutes les informations données ici et là suivant lesquelles elle a baissé les bras comme d'autres organisations syndicales, sont dénouées de tout fondement.

Communiqué de la section CFDT-Talbot, le 9/1/84 à 18 h 30

Une « mise en garde » de la direction confédérale

Le bureau national de la CFDT a décidé de dénoncer le texte *« les Enjeux Talbot »* (voir page 7) comme *« une utilisation politicienne du conflit Talbot »*. Selon elle, il ne s'agit là que d'un « travail de taupe ».

Selon elle, le texte représente avant tout les principaux thèmes développés par l'extrême gauche dans la CFDT et *« n'ont rien à voir avec le travail concret effectué par l'équipe CFDT de Talbot »*.

Faut-il voir dans ses mises en garde publiées dans *Sydicalisme hebdo* une tentative de « normalisation » ? La direction confédérale serait-elle si embarrassée qu'elle ait besoin de limiter la liberté d'expression des militants CFDT ?

FO

Bergeron dénonce et conseille

POUR André Bergeron, la lutte de Talbot est l'occasion de pousser des cris contre *« les pompiers pyromanes »* de la CGT et de dénoncer, en prenant soin de ne pas nommer la CFDT en tant que telle, le *« degré d'irresponsabilité dont certains font preuve, d'autant plus que 17 000 emplois sont en cause »* (*Force ouvrière hebdo* du 10 janvier).

Cette orientation s'accompagne de deux faits, différents mais étroitement complémentaires. La section FO de Poissy participait, le 6, à la manifestation de la CSL et de la droite devant la mairie de Poissy. Sans que la direction de FO fasse seulement mine de s'en rendre compte : au nom du fédéralisme syndical et de l'indépendance à l'égard des partis sans doute...

Dans le même temps, Bergeron, sur une tonalité voisine de celle d'Edmond Maire, propose une méthode pour s'en sortir : *« Si les représentants des entreprises et des syndicats n'arrivent pas à se rencontrer pour discuter, alors les pouvoirs publics peuvent les y aider* (...) *Les conventions sociales de la sidérurgie, signées il y a quelques années, sont un exemple de ce qu'il faut faire. »*

Cette « méthode » avait permis de liquider des dizaines de milliers d'emplois, de développer un chômage massif en Lorraine... Mais c'est *« un exemple de ce qu'il faut faire »* pour Force ouvrière !

P. R.

CGT

Krasucki, pilier de l'ordre gouvernemental

TALBOT EN LUTTE

KRASUCKI a décidément bien choisi son moment. Jeudi 5 janvier, 11 heures du matin. La CSL, le PFN et des éléments de la maîtrise sont là, armés, encadrés de manière débonnaire par des CRS rangés en cordons nonchalants. A cette heure, nul ne sait si une collision police-CSL ne va pas être mise en œuvre contre les sept à huit cents grévistes du B3.

C'est l'heure choisie pour Krasucki, secrétaire général de la CGT, de lire un texte en sept points, reproduit après dans *l'Humanité, la Vie ouvrière* du 9 janvier et en tracts. Krasucki a choisi de signer individuellement cette déclaration à laquelle il veut faire jouer le rôle de position nationale de toute la CGT, de bas en haut. Les télex des unions départementales font mention de l'ordre de diffuser ce document dans les plus brefs délais. La sommation confédérale se heurte dans beaucoup d'endroits à des refus secs et sans appel. Car son contenu est tout bonnement incroyable.

Grévistes = extrémistes ?

« Un groupe d'environ 150 extrémistes manipulés par des éléments extérieurs, soutenus jusqu'à ce jour par la CFDT et présentés complaisamment comme ''les grévistes'' par la plupart des médias... »

Ainsi parle Krasucki du combat des grévistes contre la CSL. La CGT a beau être en grande partie discréditée parmi les immigrés du B3, Nora Tréhel, présente ce jeudi-là, aurait pu dire à son secrétaire général combien ils étaient, ces travailleurs immigrés ayant fait preuve d'un courage au-dessus de toute espérance face aux fascistes patronaux. Réduire leur nombre, traiter les immigrés d'extrémistes, pour Krasucki c'est décisif, car il faut démontrer que la grève était minoritaire, que le rapport de forces n'y était pas, bref, que c'était un coup des gauchistes.

Pire, Krasucki assimile les 150 extrémistes trouvés dans son imagination fertile de secrétaire général aux sbires de la CSL : *« Aux éléments de la CSL de Talbot d'autres usines du groupe PSA de conjuguer aujourd'hui leur violence avec celle des 150 extrémistes en attaquant les travailleurs venus pour une issue positive... »* Les assaillants CSL assimilés aux grévistes agressés, le tout présenté comme une coalition contre les « bons » ouvriers, la fable krasuckienne est laide. Car celui-ci veut jouer sur la peur de la violence pour faire des immigrés de Talbot un épouvantail.

Cette haine du sommet confédéral contre la lutte de Talbot est une leçon de sciences naturelles. Quand la CGT est dépassée par une grève qui veut *« zéro licenciement »*, quand Krasucki en accepte 1 905, le recours au mensonge calomniateur est systématique. Et dire que *la VO* présente cette déclaration de Krasucki comme un redressement des *« déformations et malveillances avec lesquelles les médias ont rendu compte du déroulement du conflit... »*

La CGT voulait la reprise !

La déclaration de Krasucki, qui engage le point de vue du secrétaire général, insiste sur un point limpide : la CGT voulait, en fait, reprendre le boulot sans aucune garantie pour les 1 905 licenciés. *« Depuis le début de la semaine, la CGT n'a cessé d'agir pour que puisse s'exprimer dans la clarté et en connaissance de cause la volonté majoritaire des travailleurs pour créer les conditions de la reprise normale de l'activité... Son initiative de proposer un référendum démocratiquement organisé a reçu le soutien massif des travailleurs dans la journée de mercredi... »*

Oui, Nora Tréhel s'est fait siffler par 2 000 grévistes mercredi pour avoir appelé à la reprise. Sans doute fut-elle accueillie de façon plus avenante par les secteurs non-grévistes de l'usine. Hélas pour Krasucki, tout le monde a vu à la télé Nora se faire huer par l'assemblée générale des grévistes. Sans doute, la CGT niera que ces sifflets aient existé.

Ce que voulait faire la CGT, c'est un vote à bulletin secret pour faire peser le poids des travailleurs passifs, pas forcément hostiles à la grève, contre les 2 000 grévistes et les 1 905 licenciés. Le coup a raté. La haine de Krasucki n'est que plus intense.

La CGT soutient d'abord le gouvernement

La CGT n'a pas organisé la solidarité autour de Talbot, come elle le fit pour Manufrance. Elle n'a pas non plus organisé la défense de l'usine comme aux papeteries de la Chapelle à Saint-Etienne-du-Rouvray, ce qui dissuada les commandos patronaux et les CRS d'intervenir. L'ampleur et l'importance nationale de Talbot sont telles que la CGT a mis le poids de son appareil entier au service de l'accord PSA-gouvernement, incluant les 1 905 licenciements.

Nora Tréhel n'a eu cesse d'organiser le repli et la reprise, au nom de cet accord qui sert d'appui à la confédération pour défendre sans nuance le gouvernement. A chaud, Krasucki répondant à son homologue CFDT, s'est fait un devoir au nom du bureau confédéral cette fois, de défendre et la ligne suivie par la CGT et la ligne du gouvernement depuis le début du conflit. Gardien de la politique sociale du gouvernement, Krasucki est apparu comme tel ce soir-là, au moment où la délégation CGT aux négociations de Versailles démontrait son acceptation des 1 905 licenciements. Les mensonges et les manœuvres d'appareil n'étoufferont pas la voix de ceux, dans l'automobile comme ailleurs, qui font désormais leur le mot d'ordre « zéro licenciement ». Tout en récusant le soutien fanatique de Krasucki au gouvernement.

Jean Lantier

PS

Appels à la cohésion

TALBOT ébranle le Parti socialiste. Les débats de son comité directeur, le 7 janvier, en témoignent. Certes, la direction du parti a réaffirmé son soutien total aux orientations gouvernementales en matière de restructurations industrielles. Pour autant, la réaction des travailleurs licenciés de Poissy tout comme celle des syndicalistes CFDT ou de la base CGT de l'entreprise mettent les dirigeants socialistes en porte-à-faux.

Car, en se multipliant, de tels phénomènes risquent d'ouvrir une brèche sérieuse dans le front des organisations qui soutiennent le pouvoir et d'obtenir un large écho chez leurs adhérents. Aussi, Jean Poperen, secrétaire du parti lance-t-il un pressant appel à la solidarité majoritaire : *« Pour la phase difficile, la plus dure sans doute depuis deux ans et demi, que nous allons vivre, la majorité a un impérieux besoin de sa cohésion. »*

Le PS se félicite de ce point de vue, de l'attitude du PCF et de ses conséquences sur la direction confédérale de la CGT : *« Le comité directeur apprécie qu'au cours des plus récents événements, les deux principaux partis de la majorité (...) aient marqué concrètement la volonté d'assumer ensemble l'application de la politique gouvernementale conformément à l'accord de juin 1981 et à la déclaration de décembre 1983. »* Confronté à une série de luttes, cet accord pourrait cependant révéler ses limites. Poperen s'en fait l'écho : *« Chacun comprend que cette décision serait gravement menacée si, venant d'autres côtés, des opérations de débordement et de surenchère se renouvelaient. »*

Cette situation instable pousse donc le PS à concentrer le feu sur la direction de la CFDT qui n'a pas su ramener à la raison ses instances locales : *« Comment ne pas être déconcerté*, indique Poperen, *par l'attitude d'une organisation dont les principaux dirigeants ont, à maintes reprises, critiqué ce qu'ils appelaient le manque de ''réalisme'', le manque de courage du gouvernement, à qui ils faisaient le reproche de ne pas procéder aux ''mutations nécessaires'', et dont les responsables sur le terrain, à la première grande épreuve de vérité, refusent toute conséquence de ces ''mutations'', se portent d'un coup aux antipodes du ''réalisme'' ? »*

Il est cocasse de voir l'ancien pourfendeur de la « deuxième gauche », se livrer à un tel appel du pied en direction d'Edmond Maire. Un appel aux objectifs lumineux quand on lit la résolution du comité directeur, une virulente dénonciation des *« surenchères (...) auxquelles peuvent se livrer certains groupes minoritaires »*.

Il reste que, tout en prenant le parti de PSA contre les ouvriers de Talbot, l'état-major du PS cherche à dédramatiser les enjeux des *« mutations technologiques »*. Le texte final du comité directeur affirme ainsi : *« La modernisation nécessaire de notre économie ne doit pas sacrifier l'emploi. Elle ne s'identifie pas avec la pratique des dégraissages systématiques... »* Mais comment cette rhétorique aurait-elle la moindre crédibilité dans l'opinion ouvrière et auprès des militants alors que se profilent déjà des milliers de licenciements dans les chantiers navals, la sidérurgie ou les Charbonnages ?

Christian Picquet

PCF

Ralite en première ligne

L'ACCORD PSA-gouvernement est dur à avaler dans le PCF. Cela conduit Ralite, ministre de l'Emploi, porteur en chef du drapeau des 1 905 licenciements, à mentir, tout bonnement !

Le 10 janvier, lors d'une séance mondaine de présentation des vœux du gouvernement, Ralite a exprimé sa gêne énorme : *« Nous avons eu des entretiens, je dis bien des entretiens avec M. Calvet, directeur général de Peugeot-Talbot, le 16 puis le 17 décembre. »*

Sacré Ralite ! Pourquoi alors, à la une de *l'Humanité dimanche* du 18 décembre, lendemain de l'annonce de l'accord, Ralite y allait de sa déclaration ? Le sous-titre : *« L'analyse des acquis par Jack Ralite, ministre de l'Emploi »*. Suivit sa déclaration, en gras, toujours à la une. *« Le Premier ministre, Pierre Mauroy, a annnoncé ce soir, pour l'appuyer de son autorité, l'accord intervenu à l'issue des négociations que j'ai été chargé de conduire avec M. Calvet, P-DG du groupe PSA : au terme de cet accord... »*, suivent les acquis connus de tous.

En conclusion, Ralite ajoutait : *« Il dépend de tous que le même esprit de concertation contructive, au-delà du cas Peugeot-Talbot, permette de continuer dans cette voie. »*

Ralite a mis son poids dans l'affaire qui, devenue sale pour le gouvernement, lui brûle les mains. Mais voilà, les écrits restent. Comme reste la participation du même Ralite au comité interministériel du 31 décembre, qui décida de l'intervention des forces de l'ordre le 31 dans la nuit pour chasser les occupants du B3. Le PCF a bonne mine de taper comme un sourd sur le faux pas de Jean-pierre Noual le 5 janvier. Le PCF, du haut du gouvernement, a participé à l'expulsion des grévistes, à la mise en place de l'accord PSA-gouvernement. Plongé dans le sale dossier Talbot, Ralite comme la direction du PCF sont impliqués jusqu'au cou dans l'affaire. La fédération des Yvelines, Marchais, le bureau politique, les camarades ministres ont parlé d'une même voix.

Cete voix sonnait comme un glas, celui de la lutte sur « zéro licencient ».

Jean Lantier

Nora Tréhel et André Sainjon, secrétaire de la fédération métallurgie CGT.

Avec les Talbot face aux licenciements

TALBOT EN LUTTE

Le bluff !

• En solidarité avec la CFDT de Poissy, le syndicat national du travail et de l'emploi CFDT dévoile le vide du plan de reclassement PSA- gouvernement

LE syndicat national CFDT travail-emploi qualifie le plan de reclassement PSA-gouvernement d'un seul mot : *« Bidon ! »*. La direction de l'ANPE, en liaison avec les ASSEDIC, l'AFPA (formation professionnelle pour adultes), l'ONI (immigration), ouvre une « Mission publique de reclassement » pour les licenciés de Talbot. Une « antenne d'urgence », comme dans les hôpitaux ! C'est le nouveau gadget de l'emploi. Les travailleurs de Chapelle Darblay y ont eu droit. Ceux des acieries de Pompey, de CIT-Alcatel ou de Dunlop devraient faire connaissance avec ce remède miracle. Il s'ajoute à la panoplie des mesures gouvernementales contre le chômage.

« L'ANPE est un brise-lames face aux vagues de colère des travailleurs licenciés », commente un responsable du SNTE-CFDT (Syndicat national travail-emploi). Elle se transforme de plus en plus en structure d'accueil, en conseil de formation. Sans emploi à l'horizon. On annonce en effet jusqu'à quarante mille licenciements dans l'automobile, en région parisienne, dans les années qui viennent.

S'il y a une antenne spéciale, il n'y aura pas de stages spéciaux pour la formation des licenciés Talbot. L'UNEDIC refuse toute indication précise sur le niveau d'indemnisation qui leur serait attribué. A Poissy, trois cents offres d'emplois sont recensées. *« Une centaine ne sont pas sérieuses*, explique la CFDT, *soixante-dix émanent probablement des ''chasseurs de primes''. Ils la touchent en embauchant un licencié de PSA... et le licencient à leur tour un ou deux mois plus tard. »*

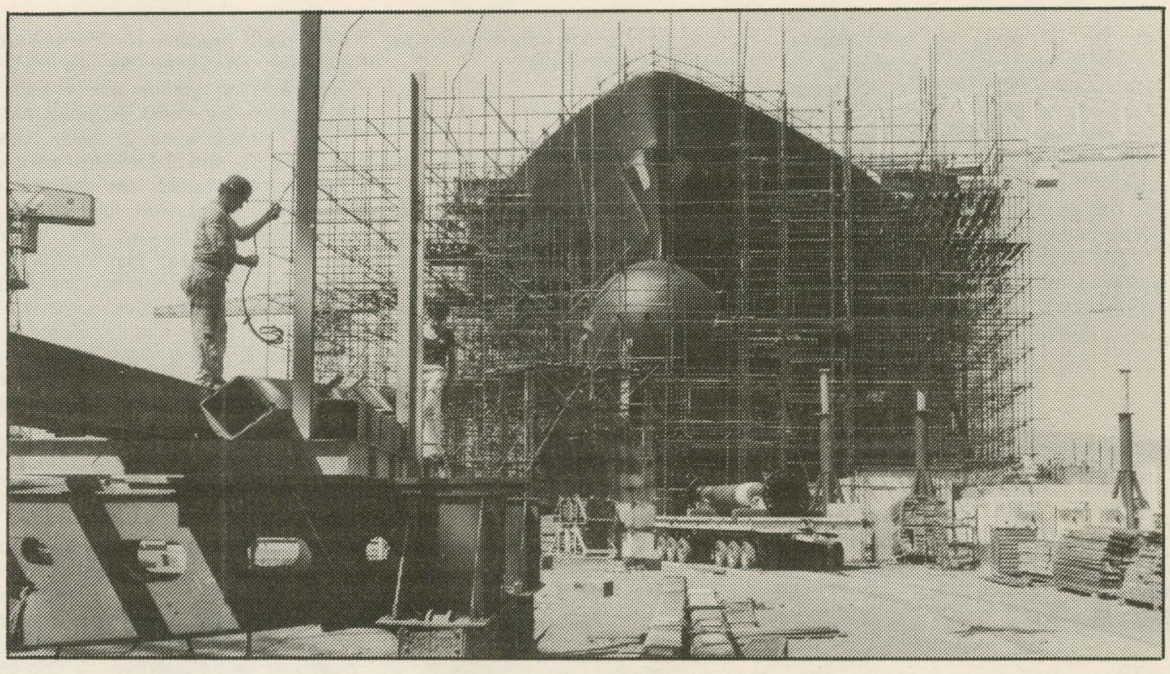
« Pour nous CFDT, il est inadmissible, alors que les travailleurs se battent contre le principe même des licenciements, de leur adresser notices et convocations pour leur inscription au chômage. »

Aux travailleurs qui suivraient cependant une « information collective » dans les six points d'accueil de la « Mission de reclassement » en région parisienne, la CFDT-SNTE et la section Talbot Poissy conseillent : *« Ne vous inscrivez pas avant la fin du préavis (février) ; n'acceptez pas d'entretiens individuels; posez beaucoup de questions et exprimez votre inquiétude. »* Quelle formation ? Combien de temps d'attente, quel emploi à la sortie ? Combien d'offres d'emploi dans cette qualification, avec quel salaire ? Quelle indemnisation pendant le chômage ? Quelle indemnité pour le retour au pays ? Quels sont les accords ? Avec quel pays ? *« Faites ensemble le bilan des réponses précises »*, concluent les deux syndicats.

« C'est à Poissy, dans l'usine, que nous gagnerons pour l'emploi. Pas à l'ANPE, l'ASSEDIC, ou l'AFPA », soulignaient ensemble la CFDT-Poissy et la CFDT-ANPE, dans un tract commun le 28 décembre.

C'est tout dire de ce que l'on peut penser à l'ANPE des « antennes mobiles » et autres « plans de reclassement »

Michel Morel



CHANTIER DE LA SEYNE

La navale à Paris

A la Seyne, la mobilisation est permanente contre les milliers de licenciements qui menacent la navale. Le projet d'une marche sur Paris, de tous les chantiers du pays, dans la troisième semaine de janvier, est en débat dans la coordination intersyndicale.

Le 14 décembre, à l'appel des UL CGT, CFDT, de plusieurs syndicats d'entreprise, 10 000 travailleurs ont manifesté de la Seyne à Toulon, douze kilomètres de marche !

Les chantiers de la Seyne et de la Ciotat manifestent à Marseille mercredi 11 janvier, lors de la visite de Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer.

Mais à la veille de Noël, les syndicats du chantier ont relâché le *Fairsky*. Ils retenaient le bateau en otage, en prévision du plan de redressement que prépare la direction. Il se solderait par 1 300 licenciements. Bien des travailleurs n'ont pas compris cette décision. La raison avancée — commande d'une plate-forme de recherche au chantier — ne convainc guère. Le principal investisseur étranger s'est retiré de l'affaire début janvier.

En arrière-plan, les élections municipales partielles se préparent à la Seyne. Le Conseil d'Etat devrait annuler cette semaine celles de mars 1983. L'annonce d'un plan de licenciements à la veille des municipales bis serait un handicap mortel pour la municipalité à majorité PCF. Elle avait gagné de 300 voix, en mars dernier. Le gouvernement pourrait donc débloquer des crédits pour boucler en février-mars... Le plan de licenciement tomberait en avril. Méfiance...

La lutte des Talbot a fait un effet choc. La CGT, majoritaire au chantier, envoyait le 31 décembre un télégramme à Mauroy s'élevant contre l'intervention des flics. Elle assurait la CGT-Talbot de son soutien en ces termes : *« Soutenons la lutte des travailleurs de Talbot, contre les licenciements. »* Les mots sont pesés. Même si des réactions racistes sont apparues, c'est la condamnation de l'attitude de la CGT à Talbot, comme de la fameuse intervention de Sainjon à la télévision, qui est générale chez les travailleurs. Les critiques de la CFDT-Poissy, par contre, d'où qu'elles viennent, ne rencontrent pas d'écho.

M. M.

SIDERURGIE

Nouvelles coupes claires

L'annonce de la révision des plans acier a jeté un froid chez les travailleurs en Lorraine. Le nombre des suppressions d'emplois prévues passe de douze mille à vingt-quatre mille. La Lorraine a déjà perdu cinquante mille emplois en dix ans uniquement dans la sidérurgie.

A Longwy, depuis la mobilisation massive du 23 septembre (dix mille manifestants), des actions plus restreintes se multiplient : occupation à deux reprises des gares de Longwy et Longuyon ; occupation du local du comité d'entreprise d'Usinor, le 23 décembre. Quatre cents sidérurgistes ont déménagé le mobilier du directeur de l'usine à sa vraie place : le siège local de l'UIMM (patronat de la métallurgie).

A Neuves-Maison, c'est aussi sur le problème des réductions d'effectifs que les plus grosses manifestations ont eu lieu, tout comme à la SMV de Villerupt.

Les sidérurgistes de l'aciérie d'Usinor-Thionville ont fait cinq semaines de grève de deux heures par poste pour réclamer cinq cents francs d'augmentation pour tous, sans succès. Par contre, ceux de Sacilor Grandange ont obtenu deux heures de réduction de travail hebdomadaire, sans réduction de salaire.

Mais ces luttes restent dispersées. Et le manque de coordination entre elles se fait durement sentir, même si l'unité par le biais de « fronts communs syndicaux » ou d'intersyndicales est réalisée à Longwy, Neuves-Maisons et dans les Houillères, depuis la grève exemplaire (98 %) de décembre.

L'enjeu de la lutte des Talbot est évident pour beaucoup. Une dizaine de militants syndicaux de Longwy figurent parmi les premiers signataires du texte de soutien aux travailleurs de Poissy (voir page 7). Une deuxième liste de signataires est en cours. C'est un signe évident du fait que les sidérurgistes lorrains assimilent les deux mille licenciements de Poissy aux vingt-quatre mille qui les menacent dans leur propre région.

Charles Suze

MASSEY - FERGUSON - LILLE

Ça se joue à Talbot

« C'est à Talbot que les affaires se jouent. Ce qui se passe là-bas décidera de ce qui se passera ici. » Cette réflexion est courante à Massey-Ferguson, près de Lille. Les ouvriers étaient en contact par télex avec les grévistes de Poissy, lors de l'occupation de l'entreprise.

La déclaration de Fabius à la télévision — *« il n'est pas question de revenir sur les 1905 licenciements de Poissy »* — a fait l'effet d'une douche froide. Ceux de Massey-Ferguson, reçus à Matignon, n'ont eu aucune assurance quant aux 590 licenciements prévus dans leur entreprise. A la lumière de Talbot, leur conclusion est simple : on leur prépare le même sort.

Les négociations ouvertes le 2 janvier, après le gel des licenciements, n'ont pas de quoi les rassurer. Elles piétinent, se perdent dans les débats sur les « solutions industrielles possibles ». Du côté de la garantie de l'emploi, la seule certitude est la nouvelle annonce, faite cartes sur table, par la direction. Onze cents licenciements sont prévus au total. Ceux qui viennent d'être gelés ne sont, de toute façon, qu'une première vague !

L'action a repris dans l'entreprise. Les travailleurs de l'atelier fonderie, qui doit fermer, sont passés dans les ateliers de montage. Une manifestation s'est à nouveau rendue à la manifestation à la mairie de Lille.

Mais le test Talbot ne facilite pas la mobilisation, même si beaucoup sont *« prêts à aller jusqu'au bout »*.

M. M.

CHAPELLE DARBLAY

Questions et remises en question

A Saint-Etienne-du-Rouvray, les ouvriers de Chapelle Darblay suivent attentivement ce qui se passe à Poissy. Interrogations et débats se recoupent. La CFDT de la Chapelle avait eu l'attitude inverse de celle de Talbot pendant la lutte. Elle s'était retrouvée en fin de compte dans les rangs des non-grévistes. Quant à la CGT, les travailleurs constatent qu'elle cautionne finalement les licenciements dans un cas comme dans l'autre. Après avoir conduit une lutte de trois mois à la Chapelle, comme en cassant la grève à Poissy. Seul point commun : le sectarisme et l'isolement permanent.

A la Chapelle, on met la dernière main à l'accord CGT-Parenco, qui entérine les suppressions d'emplois présentes et à venir. *« Il faut réussir à ce que le conflit laisse le moins de traces possibles »*, déclarait le secrétaire du syndicat CGT à la dernière assemblée générale. Pour la première fois pourtant, un nombre significatif de votes contre et d'abstentions a accueilli la présentation de l'accord CGT-patronat.

TALBOT EN LUTTE

L'ordre Talbot

• Encadrement policier, violence, syndicat-maison : c'est sur ce socle que le groupe PSA a pu, des années durant, accumuler de fabuleux profits

L'INTERVENTION de commandos de la Confédération des syndicats libres (CSL) contre les grévistes de Talbot, le 5 janvier, vient rappeler ce qu'ont vécu, des années durant, les travailleurs de cette entreprise. L'ordre qui règne si longtemps dans cette entreprise, la direction du personnel et des relations sociales de Talbot en donnait le contenu, récemment, dans un document tirant les leçons des luttes qui suivirent le 10 mai dans l'automobile. On peut y lire : *« Il s'agit de redonner confiance aux maghrébins, aux agents de maîtrise, aux cadres (...) Comment opérer ? Par la violence elle-même. N'ayons pas peur des mots (...) Mais évidemment par une violence contrôlée, adaptée à notre dignité de chef d'entreprise. »*

De cette violence, la CSL fut l'arme irremplaçable. C'est à Simca qu'apparaît, à la fin des années cinquante, un des premiers syndicats-maison, dont les nervis étaient, pour la plupart, recrutés dans les rangs de l'organisation anticommuniste Travail et liberté, refuge d'anciens membres du service d'ordre du RPF (le parti fondé par de Gaulle en 1947), d'ex-collaborateurs, etc. Sa mission ? Faire régner la paix sociale par la force.

Une parfaite toile d'araignée

Une parfaite toile d'araignée fut tissée, en particulier pour encadrer les travailleurs immigrés qui, dans ces années-là, fournissaient au patronat la main-d'œuvre à bon marché dont il avait besoin. Ce furent ainsi des responsables CFT qui se chargèrent, lors de nombreux voyages au Maroc, d'embaucher des centaines d'ouvriers, sur la base des renseignements fournis par la police locale. Dès leur arrivée dans l'usine, ces travailleurs voyaient prélever d'office leur cotisation à la CFT, au nom de prétendues formalités administratives.

De même, les foyers accueillant ces immigrés étaient gérés par une association entièrement aux mains de la direction de l'usine et... de la CFT, qui en assurait l'encadrement policier : concierges chargés de la fouille régulière des logements, « conseillers sociaux » espionnant les moindres faits et gestes des locataires, etc. Véritable univers concentrationnaire, le système de logement mis en place devint un instrument essentiel du pouvoir du patronat.

Jusqu'à la fin des années soixante-dix, les organisations syndicales et leurs militants furent réduits à la clandestinité par une répression impitoyable. La découverte d'un adhérent à la CGT ou à la CFDT exposait ce dernier aux pressions, au chantage des chefs, quand ce n'était pas purement et simplement aux menaces de mort. Exemple parmi tant d'autres, un militant CGT de Poissy reçut un jour un télégramme lui annonçant la mort de son père au Maroc. A son arrivée dans le pays, il découvrit que son père était en pleine santé mais il fut accueilli par la police de Hassan II qui se fit un plaisir de le torturer.

Impitoyable violence

Des méthodes semblables présidèrent au déroulement des élections professionnelles : obligation de remettre aux délégués CFT, à la sortie de l'isoloir, les bulletins de vote restant ; exclusion des représentants de la CGT lors du dépouillement ; disparition des bulletins CGT, etc. Jusqu'aux mobilisations ouvrières du printemps 1982, la CFT-CSL put rester hégémonique : une moyenne de 63 % dans les différentes usines Citroën de la région parisienne, plus de 80 % à Citroën-Rennes ou Aulnay, plus de 60 % à Poissy, etc.

Une fois ses hommes de main installés au CE, la direction dispensa largement ses manne : jusqu'à 8 % de la masse salariale. Dans le même temps, elle multipliait les retenues sur les salaires des salariés indociles. On peut ainsi estimer que, sur plusieurs années, plus de deux milliards de francs semblent avoir largement alimenté les caisses de la CFT.

L'efficacité du sale boulot confié au syndicat-maison se trouva renforcée par l'utilisation par la direction, de toute une gamme de moyens de pressions légaux : règlement intérieur entravant le deplacement des ouvriers, licenciements de syndicalistes pour *« fautes professionnelles »*, création d'ateliers-ghettos pour isoler les militants dangereux, utilisation de l'arme de la promotion, etc.

Cet acharnement scientifique, méticuleux, a brisé plus d'un militant ouvrier. Nous n'oublierons jamais qu'il conduisit, en 1980, au suicide de notre camarade Philippe Marchaud, militant CGT à Peugeot-Sochaux (où des méthodes identiques sont utilisées). En moins de trois ans, il avait reçu soixante-quinze lettres d'avertissement et de mise à pied.

C'est sur ce socle que l'empire PSA a accumulé de fabuleux profits. Et c'est contre ce système que les travailleurs se sont dressés et ont conquis leur dignité. C'est aussi pourquoi, dans leurs luttes quotidiennes, notre solidarité militante ne doit jamais leur faire défaut.

René Fougerolles

Déjà en juin 1982, les nervis de la CSL manifestaient contre les grévistes.

CSL

Les truands du patronat

TOUT le monde a entendu parler de la Confédération française du travail (CFT). On connaît en revanche moins la Confédération des syndicats libres (CSL) qui lui a succédé. Il ne s'agit pourtant que de la même officine qui tente de se refaire une virginité.

Son histoire recouvre celle du trust qui prit successivement le nom de Simca, Chrysler et Talbot, et plus généralement celle du groupe PSA. Les hommes sont les mêmes. Ainsi, à Talbot, parmi les responsables, on retrouve Nicolas Fiorentino, directeur du service social de l'entreprise et président du Syndicat national de l'automobile CSL. Il fut, à la fin des années cinquante, chargé par le P-DG des usines Simca de Poissy, de construire le syndicat-maison CFT. Il est secondé par Max le Berre, cadre administratif, que ses responsabilités au CE prédisposaient à l'acceptation des licenciements décidés par la direction. Le Berre exerce en outre les fonctions de secrétaire général adjoint de son organisation depuis le dernier congrès national.

Autre exemple édifiant, celui de Raymond Houssard, récemment promu conseiller du secrétaire général Auguste Blanc et conseiller prud'hommal. Notre homme fut longtemps appointé par la direction de Poissy pour coordonner l'activité des groupes de la CFT dans l'automobile. Ce qui lui permit de se présenter aux législatives de 1973, sous l'étiquette « divers droite », avec la bénédiction des gaullistes qui tentaient alors d'imposer ce mouvement dans le mouvement syndical.

Sur le terrain, ce sont des hommes de toute confiance qui sont chargés de l'encadrement policier des travailleurs immigrés. Citons notamment Maane Cheriff, officiellement « conseiller social » et dont la fonction officieuse fut longtemps d'avertir les services de police consulaires du retour au Maroc, pour les congés, de tel ou tel ouvrier.A ses côtés, on trouve Ahmed et Khayat, impliqué dans de nombreuses affaires d'agression et de séquestration dans l'usine et les foyers.

Le gros des troupes a soigneusement été recruté, grâce aux rapports étroits entretenus avec le SAC, sous la houlette d'Auguste Blanc, ancien dirigeant de la CFT Citroën, un autre fief des milices patronales. La commission parlementaire d'enquête sur ce réseau de barbouzes devait par exemple relever que *« le SAC est fortement implanté dans les établissements du groupe Peugeot-Citroën-Talbot, points forts des syndicats de la CSL »*. Le même rapport établit d'ailleurs formellement qu'au cours des années soixante-dix, et avec la bénédiction du responsable local des Renseignements généraux, comme des services de sécurité des usines de Poissy, le SAC disposait dans le département des Yvelines, de *« 200 ouvriers, employés et cadres susceptibles d'intervenir... »*.

Ayant vu son dispostif de combat démantelé par l'entrée en lutte des travailleurs immigrés au printemps 1982, la CSL s'est préparée à prendre sa revanche. La haine et le racisme furent au cœur des propos publics de ses dirigeants. Comme en novembre dernier, quand son congrès national en appelait à *« ramener à des proportions justes et normales, l'implantation des familles et des travailleurs immigrés »*. On comprend que pensant revenue l'heure des provocations et des ratonnades, certains nervis n'aient pu s'empêcher de brailler, le 5 janvier, *« Au four ! »* et *« A la Seine ! »* à l'adresse des grévistes de Poissy.

R. F.

Les aveux du PFN

Dans la nuit qui suivit les affrontements de Poissy, le Parti des forces nouvelles, groupuscule fasciste bien connu, distribua, dans les boîtes à lettres de la ville, un tract au titre évocateur : *« Poursuivons le nettoyage »*.

Au passage, on y apprend des choses bien instructives : *« Jeudi 5 janvier, nous avons aidé les militants de la CSL de Poissy et de tout le groupe Peugeot venus de Sochaux, Aulnay, Nanterre, Rennes, Paris, etc. à entreprendre une vaste opération de nettoyage de l'usine de Poissy. »*

Ainsi donc, ceux que la presse de droite a présenté comme des *« non-grévistes en colère »* n'étaient bel et bien que des militants du syndicat jaune venus de toute la France pour *« nettoyer »* l'usine des *« Noirs et des Arabes encadrés par la CFDT »*. Le tract confirme qu'ils venaient de tout le groupe Peugeot. Ce qui tend à établir la responsabilité de la direction du groupe dans l'organisation de la provocation. Provocation si minutieusement orchestrée que se trouvait sur place le ban et l'arrière-ban des cogneurs d'extrême droite.

Le document du PFN révèle également les relations étroites existant entre la droite parlementaire et les fascistes. Appelant à la manifestation organisée par la municipalité RPR le 6 janvier, le PFN va jusqu'à parler de *« Notre ami, monsieur Masdeu-Arus, maire de Poissy »*.

La volonté de revanche des nervis s'exprime parfaitement : *« Après avoir épuré Talbot, nous allons épurer Poissy des fainéants, des émigrés et des casseurs. C'est un grand combat qui commence. »*

Ce « grand combat » commun de toutes les composantes de la réaction doit recevoir la réponse qui s'impose : l'unité des organisations ouvrières; la solidarité militante avec les travailleurs immigrés et l'organisation d'une vigilance de tous les instants et de l'autodéfense.

C. P.

ANTIRACISME
Carte de dix ans

Lettre envoyée par le Collectif pour la carte unique de 10 ans à François Mitterrand. On peut contacter le Collectif c/o Cimade, 176, rue de Grenelle 75007 Paris.

Monsieur le Président,

C'est avec beaucoup d'intérêt que nous avons appris la déclaration que vous avez faite à la délégation de marcheurs concernant l'amélioration de la situation juridique des immigrés.

Malheureusement, à défaut d'un texte officiel de référence, il est difficile d'avoir une idée précise de la mesure annoncée à travers les différentes présentations qu'en a fait la presse.

Il ne peut s'agir, comme certains l'ont annoncé, d'un simple aménagement des cartes de travail A et B déjà présenté dans les mesures prises en Conseil des ministres au mois d'août et qui ne concernerait que 17 % d'étrangers. Il ne peut s'agir, non plus, de la généralisation de la carte de résident privilégié : la simple application bienveillante de la progressivité des cartes, telle qu'elle a été recommandée par circulaire, suffit pour que d'ici 1985-1988, tous les immigrés, y compris les bénéficiaires de la régularisation exceptionnelle de 1981, l'obtiennent après les cartes de résident temporaire (1 an) et ordinaire (3 ans).

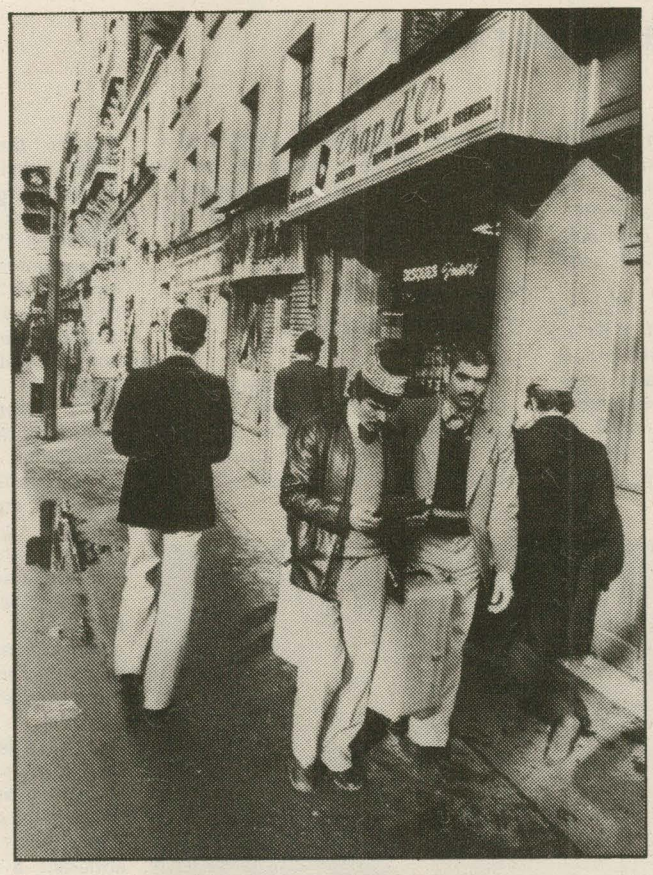
Nous pensons donc qu'il s'agit de la mise en place d'un titre unique de séjour à l'étude depuis le Conseil des ministres du mois d'août.

Le Collectif pour la carte unique de 10 ans, regroupant près de cinquante organisations nationales, attache une importance toute particulière à l'instauration d'un tel document (carte unique, valable 10 ans, non informatisée, renouvelable automatiquement, pour tous les immigrés) qui est propre à assurer aux immigrés la sécurité du séjour au-delà des aléas con joncturels économiques ou politiques.

C'est pourquoi nous espérons que le gouvernement annoncera rapidement cette mesure qui constituerait un premier pas vers l'égalité des droits et qui est attendue par toutes les organisations d'immigrés et de solidarité. Tout retard ne pourrait qu'entraîner une grande déception et remettre en cause la crédibilité du gouvernement quant à sa volonté d'insertion des populations immigrées.

Veuillez recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de nos sentiments très respectueux.

Le Collectif pour la carte unique de 10 ans



POINT DE MIRE

Des miettes pour les femmes

L'ANNEE 1984 sera sans nul doute moins faste que les précédente pour le ministère des Droits de la femme : un budget qui a toujours été limité, mais surtout un espace politique considérablement réduit au sein du gouvernement au profit du secrétariat d'Etat à la famille.

Les discours sur l'émancipation des femmes ne sont plus de mise. On préfère nous culpabiliser parce que le taux de renouvellement de la population française n'est pas atteint ! Pousser les femmes à procréer et à rester chez elles pendant de longues periodes convient mieux aux besoins du patronat en temps de crise. Alors que la question de la défense de l'emploi des femmes devient de plus en plus aiguë, ici comme à la Chapelle Darblay ou à Talbot, le gouvernement a choisi de ne pas s'embarrasser de scrupules pour régler de la manière la plus réactionnaire les conséquences de sa politique de gestion des intérêts du patronat.

En harmonie avec son gouvernement, le ministère des Droits de la femme a présenté récemment devant le Conseil des ministres ses projets pour 1984 : des mesures qui ne risquent pas de contrecarrer la politique actuelle !

Il s'agit de mettre en place des commissions de travail... L'une serait chargée d'étudier les conséquences de la disparition des mentions « madame » ou « mademoiselle » dans les papiers administratifs. Une autre devrait préparer la suppression des discriminations persistant dans le Code civil entre les époux mariés sous le régime de la *« communauté réduite aux acquets »*. Dans ce régime —97 % des couples mariés —, l'épouse est solidairement responsable des dettes, mais c'est au mari que revient la gestion des bien communs et de ceux des enfants !

Le ministère se propose également, pour prévenir les enlèvements d'enfants de père étranger, d'établir une coopération judiciaire avec les principaux pays concernés par les mariages mixtes ; de mettre en place des « bureaux pilotes » (au nombre de trois pour l'instant !) afin d'étudier le problème des pensions alimentaires non perçues, et d'aider les femmes lorsque les maris refusent de leur verser.

Une commission interministérielle devrait *« évaluer le dispositif actuel de lutte contre le chômage et son efficacité vis-a-vis des femmes »* (sic !).

Enfin, un système d'aide aux mères célibataires défavorisées devrait se mettre en place dans le cadre d'un budget dégagé sur le programme national de la lutte contre la pauvreté du ministère des Affaires sociales et de la solidarité...

Quelques mesures non négligeables, mais pour l'essentiel, le ministère des Droits de la femme se transforme en ministère d'un assistanat façon début du siècle ! Une mutation qui doit alerter les féministes.

S. F.

Vient de paraître

Critique Communiste
revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire (section française de la IVe Internationale)
n°25 janvier 84 / 14 fr.

Sommaire

éditorial

•

Les fausses évidences de Lutte Ouvrière

•

Dossier
PAP'CHAP'
100 JOURS D'OCCUPATION

•

Comment s'est formée la conception léniniste du parti

•

Index des articles parus en 1983

REPERES

PARIS-DAKAR

Le mythe colonial

DANS le petit matin du Jour de l'An a été donné le départ du rallye Paris-Dakar. Au milieu de la foule des lève-tôt et des couche-tard, les concurrents s'élancèrent dans des véhicules dont la tôle apparaissait à peine sous les montagnes de publicité des « sponsors ».

Bien sûr, il y a, parmi les concurrents, les obscurs et les sans-grade présentés par les médias comme des vaillants sportifs, perdus parmi les coureurs professionnels ou vedettes du show business pas mécontentes d'un coup de publicité : hier Daniel Guichard et toujours Claude Brasseur ou le patriotique Michel Sardou.

On se souvient encore de l'édition 1983 du rallye qui faillit nous priver du fils de Margaret Thatcher perdu dans les dunes. TF1 dépense cette année des millions de francs pour la couverture par route et par air de ce raid vers une Afrique dont les médias ne parlent qu'en cas de coup d'Etat ou de *« déstabilisation libyenne »*. Même le Tchad, où les troupes françaises, ragaillardies par un nouvel an passé en compagnie de Ch. Hernu, stationnent toujours, a disparu des manchettes.

De plus, les zones traversées par cette épopée exotique pour milliardaires connaissent une nouvelle vague de sécheresse et des centaines de milliers de paysans subissent la disette. Le Paris-Dakar n'est pas moins condamnable que les contacts sportifs avec l'Afrique du Sud raciste. Comme d'autres rallyes (celui de Bandara en Côte-d'Ivoire ou l'Est African Safari au Kenya), il redonne corps aux vieux mythes coloniaux, à l'aventure civilisatrice de l'Occident dans un continent africain retardataire, au prix de quelques frissons pour les baroudeurs du désert.

Jacques Laredo

FRONT NATIONAL
Vrai, faux ?

Dans son numéro du 1er décembre 1983, RLP/Hebdo, le bulletin confidentiel du Front national, peut se targuer du soutien d'A. Routier-Preuvost, ancien adjoint socialiste du maire de Nantes, et depuis politicien spécialisé dans l'anticommunisme.

Cette feuille de choux produit les extraits d'une lettre de ce monsieur dont les formules n'ont pas besoin de commentaires *« Le vrai fascisme est à gauche et notamment en Russie, avec pour chef Andropov. En France, il n'existe pas de fascisme. M. Le Pen est un bon français : il a des idées différentes des vôtres, mais ce n'est pas une raison pour le traiter de fasciste. Il a le courage de ses idées et il n'a pas peur d'en faire état. »*

Petit détail : André Routier-Preuvost était en tête de la liste *« Nantes d'abord »* aux dernières municipales, liste à laquelle ont participé des militants du PCI et qui fut soutenu par cette organisation !

Il va de soi qu'*Informations ouvrières* éprouvera la nécessité de s'exprimer à propos des agissements de son ancien allié !

Les nôtres

Le 23 octobre disparaissait notre camarade Jean-Michel. Il avait vingt-trois ans. C'est au lycée qu'il adhère à la LCR. Militant de tous les combats, il quitte l'organisation à la veille de la scission de 1979.

Jean-Michel se consacre alors entièrement à ses activités au Planning familial et plus tard à la création d'une radio libre.

Il part à l'armée fin 1982. C'est à ce moment qu'apparaissent les premiers symptômes de la maladie. Rendons hommage à la médecine militaire et à la sûreté de ses praticiens qui lui ont prescrit de la vitamine C : avec son passé militant, Jean-Michel pouvait-il être autre chose qu'un « tire-au-flanc » ?

Il reprend contact avec la LCR le 1er Mai 1983, mais déjà la maladie en avait décidé autrement. Jean-Michel, jusqu'au dernier moment, a lutté pour vivre avec le même courage et la même énergie qu'il mettait dans son combat militant. Salut de tous et de toutes.

LCR Limoges

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
.....
Formule choisie : ☐
Réglement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

• Edité par la société Presse/Edition/Communication (PEC).
• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
• Directeur de la publication : Robert March
• Commission paritaire : 63922
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

TUNISIE

Les émeutes de la faim

• En augmentant le prix du pain, Bourguiba et son gouvernement ont provoqué une véritable insurrection populaire et révélé les contradictions de leur politique

L'EXPLOSION populaire qui s'est déroulée ces dernières semaines en Tunisie représente la troisième épreuve de force avec le régime de Bourguiba, en six ans. On pourra dire que le mouvement populaire aura tenté toutes les expériences de lutte pour mettre à bas le régime le plus vieux d'Afrique. Il aura fallu à la bourgeoisie plusieurs jours d'état d'urgence, des dizaines de morts et des centaines de blessés pour rétablir la situation. Cela montre la puissance de cette révolte.

Mais, si en janvier 1978, les travailleurs organisés dans leur syndicat, l'UGTT (Union générale des travailleurs), étaient au centre de la lutte à la suite d'une explosion de grèves unique en son genre, cette année, ce sont les couches les plus populaires qui se sont spontanément révoltées. Dans le sud du pays, ce sont les masses rurales, et à Tunis ce sont les habitants des quartiers paupérisés, des banlieues livrées à elles-mêmes.

Nombreux étaient ceux qui pensaient que la Tunisie était un pays intégré socialement, ayant dépassé un certain nombre de contradictions spécifiques de pays du tiers monde : le développement d'une masse de jeunes et de chômeurs dans les villes et le maintien d'un important problème agraire. Cette sous-estimation de la situation réelle, associée aux pressions du Fond monétaire international (FMI) a poussé le gouvernement Mzali à décréter l'augmentation des produits de base. Après avoir hésité durant l'année 1983 (marquée par une valse des ministres de l'Economie), il avait clairement énoncé ses intentions dès octobre dernier.

Une paupérisation importante

La riposte populaire trouve son origine dans la combinaison de la dégradation des conditions de vie économiques et de l'expérience bourgeoise de démocratisation.

La crise économique qui frappe la Tunisie se traduit de manière dramatique dans la consommation de base de la population. Des mesures de privatisation des transports, de l'enseignement et de la santé entraînent des augmentations importantes sous prétexte de « vérité des prix ». De même, une baisse de 21 % du développement de l'emploi en 1983 se traduit par 500 000 chômeurs sur une population de 6,5 millions (dont 60 % de jeunes).

Point sensible, entre tous, une récolte de céréales et d'huile particulièrement mauvaise a conduit à une plus grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur, en particulier des USA et du FMI. Les pressions de ce dernier ont abouti à l'augmentation de 70 à 120 % du prix du pain et de certaines denrées alimentaires, pour résorber un déficit de la caisse de compensation de deux milliards de francs.

Or, l'alimentation accapare encore la part la plus importante du budget de la famille tunisienne moyenne ou pauvre : 56 % des ménages y consacrent plus de 50 % de leur budget. En outre, 75 % des familles affectent 10 % de leurs dépenses aux céréales. Dès lors, l'augmentation décrétée par le gouvernement amène les trois quarts des Tunisiens à un véritable déséquilibre alimentaire.

Libéralisation et austérité

Si l'explosion a démarré dans le sud, c'est que le prix de la semoule avait déjà été augmenté dès le mois de décembre. C'est la pauvreté de cette région qui est à l'origine des émeutes et non les agissements insidieux de la Libye toute proche, comme certains veulent le faire croire.

Bourguiba a finalement cédé et les mesures ont été annulées. Incontestablement, le président tunisien a encore gagné de beaux jours devant lui en se présentant, de manière paternaliste, comme le Bonaparte de la situation. Pour autant, les manifestations de joies qui eurent lieu dans tout le pays, à l'annonce de ce recul, n'eurent rien de spontanées. Elles furent de bout en bout préparées par le parti gouvernemental et démarrèrent de ses locaux.

Ce recul montre en tout cas que le pouvoir, tout en recourant à la répression contre la population, doit poursuivre sa politique « d'ouverture » s'il veut réellement résoudre la crise du régime.

De ce point de vue, le renouvellement du personnel politique au sein du Parti socialiste destourien (PSD) a été relativement important au profit d'une aile plus libérale.

La légalisation de trois organisations (Parti communiste, Mouvement des démocrates sociaux, Mouvement d'unité populaire) constitue un moyen d'obtenir par le jeu politique ce que la bougeoisie n'a pu obtenir par la répression ou la liquidation des structures syndicales. L'objectif reste le même : obtenir un pacte social avec l'UGTT et les forces politiques bourgeoises et petites-bourgeoises opposées à l'équipe dominante.

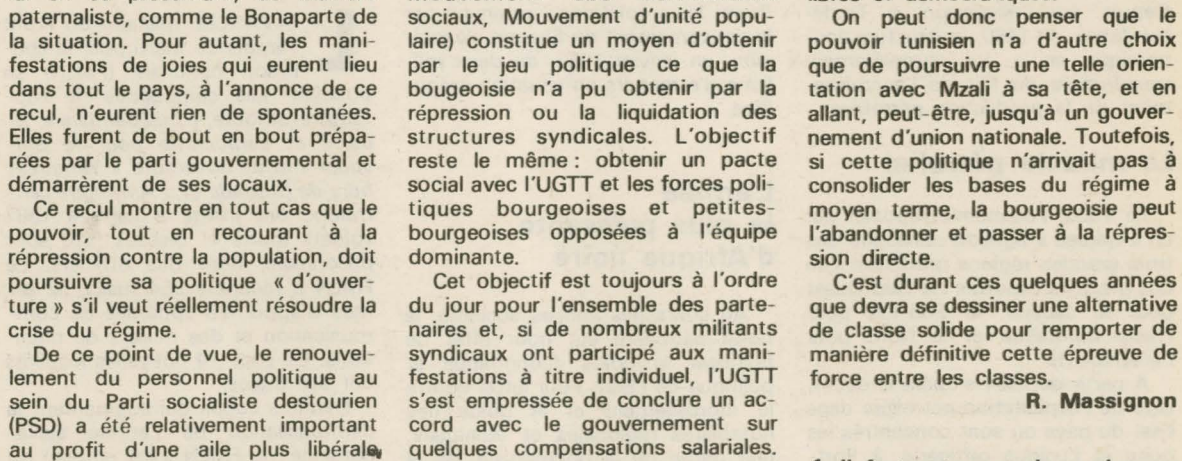
Cet objectif est toujours à l'ordre du jour pour l'ensemble des partenaires et, si de nombreux militants syndicaux ont participé aux manifestations à titre individuel, l'UGTT s'est empressée de conclure un accord avec le gouvernement sur quelques compensations salariales. Ce qui ne fait que reporter les problèmes. Quant aux forces politiques, elles se sont indignées, demandant le retrait des mesures et la démission du ministre de l'Intérieur, ce qu'elles ont obtenu (1). Mais elles n'ont même pas osé demander le départ de ce gouvernement et l'organisation immédiate d'élections libres et démocratiques.

On peut donc penser que le pouvoir tunisien n'a d'autre choix que de poursuivre une telle orientation avec Mzali à sa tête, et en allant, peut-être, jusqu'à un gouvernement d'union nationale. Toutefois, si cette politique n'arrivait pas à consolider les bases du régime à moyen terme, la bourgeoisie peut l'abandonner et passer à la répression directe.

C'est durant ces quelques années que devra se dessiner une alternative de classe solide pour remporter de manière définitive cette épreuve de force entre les classes.

R. Massignon

1. Il faut noter que de nombreuses provocations ont eu lieu durant les manifestations, visant à créer un climat de panique pour justifier une répression sanglante. Celles-ci sont probablement l'œuvre de fractions du parti visant à déstabiliser le Premier ministre, Mzali.



Manifestation de Tunisiens à Paris pour dénoncer la politique de Bourguiba.

Une manifestation de Tunisiens réprimée à Paris

Cinq cents manifestants tunisiens se sont rassemblés au métro Barbès, à Paris, le samedi 7 janvier. Ils répondaient à l'appel du Comité de soutien aux luttes populaires en Tunisie (qui regroupe l'ensemble des organisations tunisiennes). La manifestation fut interdite par le gouvernement. Celui-ci a osé faire ce que Giscard n'avait pas fait en janvier 1978 et au moment des émeutes de Gafsa en 1980.

Les organisations françaises ne s'étaient même pas déplacées, la LCR soutenait seule cette manifestation. Ce gouvernement, si sourcilleux des droits de l'homme, ne rompt en rien avec la politique impérialiste de Giscard. Il faut dire que la Tunisie fait partie de ces pays qui sont des laboratoires de « démocratisation » et que rien ne doit pouvoir les gêner. Il est vrai également que le PSD de Bourguiba était l'invité des congrès du PS jusqu'à ces dernières années et que Mitterrand se rendit dans ce pays il y a peu. Quant au PC tunisien, il est prêt à avaler toutes les couleuvres pour demeurer légal et le PCF ne veut en rien le gêner. Belle manifestation d'internationalisme qui a dû dégouter encore plus d'un immigré !

R. M.

NIGERIA

Le retour des militaires

• Face aux difficultés économiques, l'armée représentait le seul corps stable susceptible d'appliquer les injonctions du FMI

Le coup d'Etat organisé le 31 décembre au Nigeria n'aura apparemment fait qu'une seule victime : Alhaji Shehu Shagari, réélu président de la République le 10 août dernier. Son premier mandat datait du 1er octobre 1979 lorsque les militaires abandonnèrent le pouvoir aux civils.

L'importance accordée dans la presse à cet événement tient à la place particulière de ce pays en Afrique. A la charnière de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, deux fois grand comme la France et peuplé de près de cent millions d'habitants, le Nigeria possède un potentiel énergétique considérable et son développement industriel est supérieur à celui de beaucoup de ses voisins. La France est son quatrième client et son cinquième fournisseur, le premier restant l'ancienne puissance colonisatrice, le Royaume-Uni. Depuis son accession à l'indépendance, en 1960, la structure économique en a été complètement transformée du fait de l'accroissement de la production pétrolière.

Le miracle pétrolier

En 1960, l'économie reposait sur un « trépied » agricole. Chacune des trois grandes régions produisait l'un des produits exportés : le Sud-Ouest pour le cacaco, le Sud-Est pour l'huile de palme et le Nord pour l'arachide (1).

A partir de 1964 s'opéra le décollage de l'exploitation pétrolière dans l'est du pays où sont concentrés les puits et l'unique raffinerie, à Port-Harcourt. Cette régionalisation des richesses en or noir explique, plus que les seules revendications ethniques, la tentative de sécession du Biafra — soutenue notamment par la France — qui fit au terme de trois ans de conflit, en 1970, un million de victimes.

Avec des réserves estimées à deux milliards et demi de tonnes, c'est un véritable « boom » pétrolier qu'a connu le pays. Entre 1964 et 1974, la production est passée de six millions à cent quinze millions de tonnes. Les revenus sont considérables : vingt-cinq millions de dollars en 1979, ce qui représente 90 % des rentrées en devises du pays.

Le revers de la médaille, c'est l'effondrement de la production agricole, entraînant un exode rural croissant. Cela s'est traduit par un accroissement de la population urbaine, amenant 58 % des Nigérians à vivre dans les neuf villes de plus de cinq cent mille habitants que compte le pays. Le déficit alimentaire s'est accompagné d'une croissance vertigineuse des importations. Ces phénomènes n'ont fait qu'accentuer la pénétration des trusts impérialistes de l'agro-business. La situation de la firme Flour Mills, d'origine américaine, qui traite 85 % du blé importé et possède les deux seuls silos existant, l'illustre bien. De même, les prix alimentaires ont quintuplé entre 1970 et 1977.

La baisse, à partir de 1978, de la demande en hydrocarbures va frapper de plein fouet de nombreux pays producteurs et notamment les maillons faibles de l'OPEP comme le Nigeria. Malgré une politique de baisse des prix, son pétrole a dû faire face à une concurrence exacerbée.

Jusqu'alors, le pays visait à une industrialisation nourrie par la rente pétrolière. Il était l'un des sites privilégiés des investissements impérialistes sur le continent. Peugeot a ainsi établi une usine de montage à Kaduna, dont la production, supérieure à la demande intérieure, vise à être écoulée sur les marchés voisins du Cameroun, du Bénin ou du Niger. Le choix de ce modèle se traduit par une dette extérieure de quinze milliards de dollars et une situation économique intérieure critique. Parmi les « solutions » retenues par le gouvernement de Shagari, l'expulsion, en janvier 1983, de deux millions d'étrangers en situation irrégulière.

L'armée la plus puissante d'Afrique noire

Au cours des années soixante, la rente pétrolière eut pour effet de favoriser le poids économique et politique de l'Etat. Pour lutter contre le morcellement et le poids des notabilités régionales et ethniques, une partie de la bourgeoisie, de la bureaucratie d'Etat et de l'armée s'efforça de mettre en place un appareil d'Etat fédéral stable.

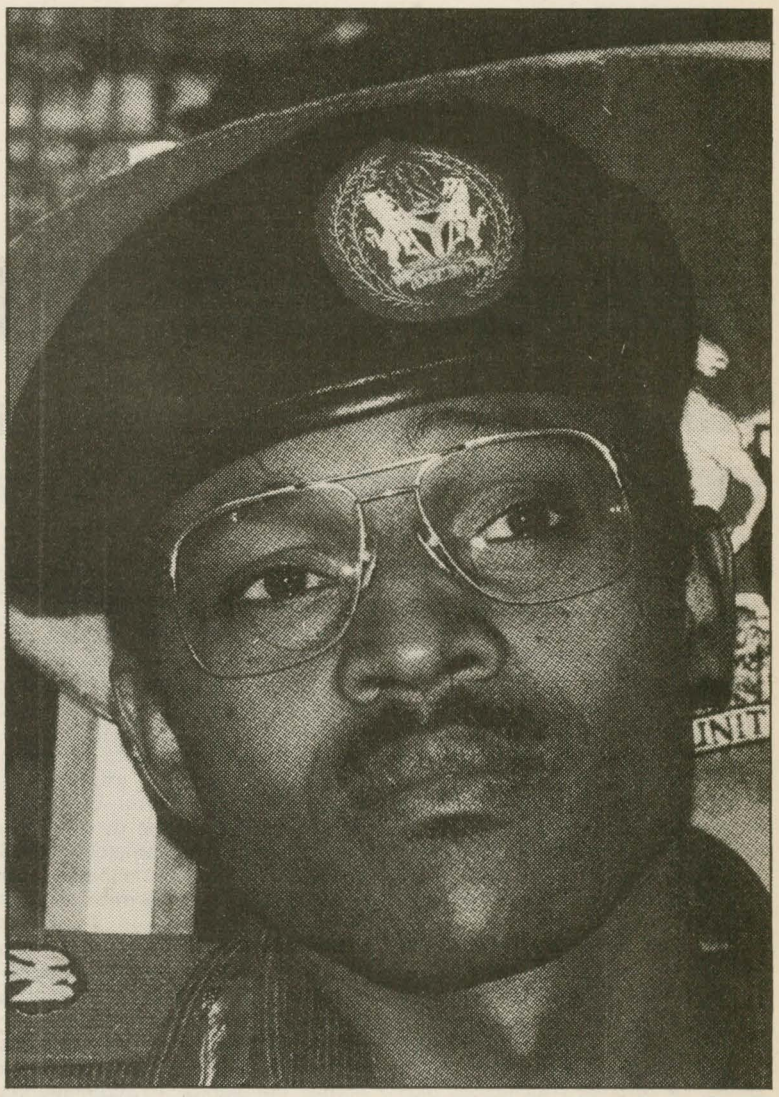
Forte de deux cent cinquante mille hommes, l'armée a ainsi continuellement pesé sur la vie du pays. En 1965, le général Gowon est déposé par le général Murtala Mohammed qui entreprend alors une campagne anticorruption. Le coup était notamment organisé par le général Buhari. Ce dernier, avant de récidiver aujourd'hui, a été ministre du Pétrole et de l'Energie et président de la compagnie pétrolière nationale.

Rien de surprenant donc que ce soit dans ce domaine que le nouvel homme fort de Lagos s'attache à rassurer les milieux occidentaux. Honorer les échéances pour le remboursement d'une partie de la dette extérieure, laisser pressentir une dévaluation (condition posée par le Fonds monétaire international pour l'octroi d'un prêt de deux milliards de dollars), et enfin promettre de ne pas baisser le prix du brut tout en respectant le plafond de production fixé par l'OPEP dont le Nigeria reste membre, voilà plus qu'il n'en faut pour y parvenir.

L'armée représentait le seul substitut à un appareil d'Etat capable d'appliquer les exigences du FMI et de la Banque mondiale. Reste que si les masses nigérianes ne manifestent guère de regrets pour un régime corrompu, leur passivité n'est nullement garantie face à la dégradation prévisible de leurs conditions de vie.

Jacques Laredo

1. Le Nigéria est une République fédérative de dix-neuf régions. Les trois grands ensembles régionaux recoupent de plus des clivages ethniques et religieux.



Le général Mohammed Bohari.

SALVADOR

La guérilla à l'offensive

L'AVANCEE militaire du Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN) se poursuit. Les campagnes de septembre-octobre, *« Indépendance, liberté et démocratie pour le Salvador »* et de novembre, *« Yanquees hors de Grenade et d'Amérique centrale »*, ont infligé à l'armée 1387 soldats morts et blessés, 516 sont prisonniers, dont des officiers. Le FMLN a récupéré 954 fusils, 52 armes d'appui, 28 appareils de communication et des milliers de munitions. De plus, 14 nouvelles localités ont été prises.

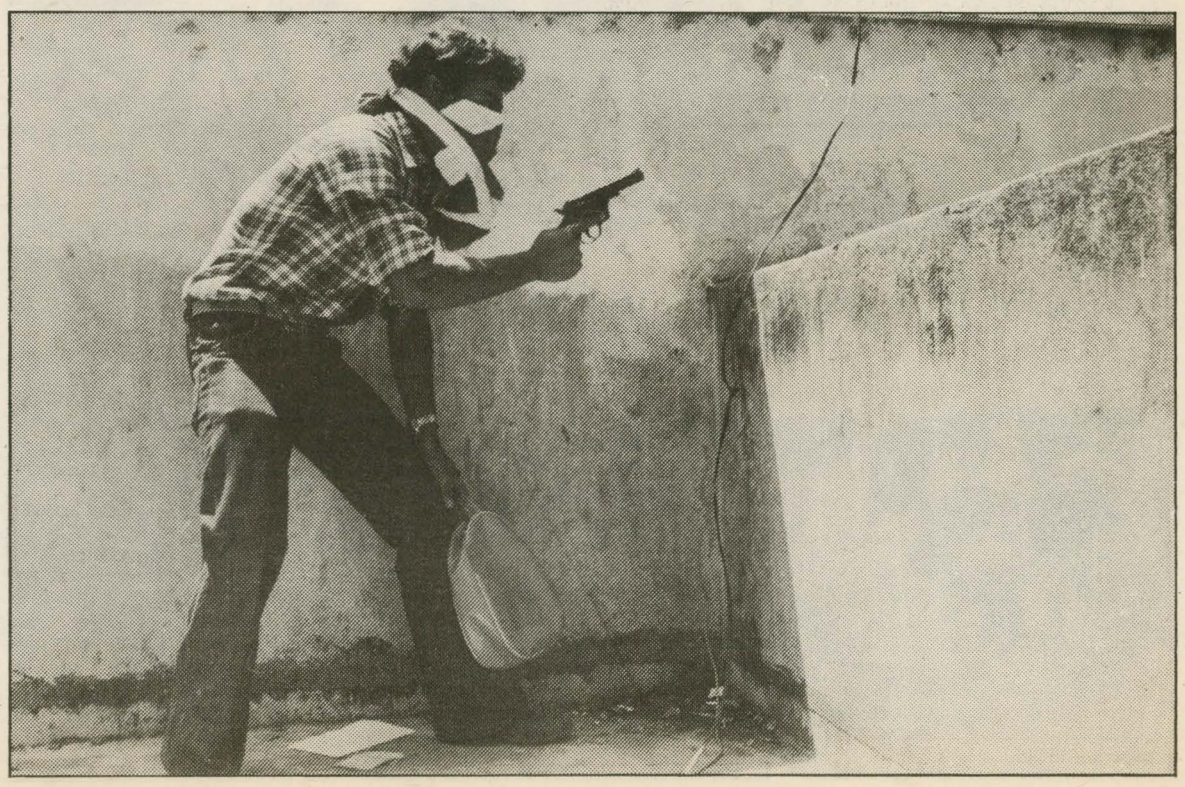
Derniers coups qui augmentent la démoralisation de l'armée salvadorienne : le FMLN s'est emparé du centre de communication du mont Cacahuatique, dans le département de Morazan, le 13 décembre. Le 30 décembre, la caserne d'El Paraiso a été occupée. Enfin, le 1er janvier, le pont de Cuscatlan, principal passage vers les départements de l'est du pays, a été détruit.

Le caractère stratégique des objectifs du FMLN, où bien souvent les effectifs de l'armée avaient été renforcés par des bataillons spéciaux, comme à Cacahuatique, est un des signes de l'évolution du rapport de forces sur le terrain. Il existe une meilleure coordination entre les différents fronts de la guérilla, une extension de sa zone de contrôle ou d'influence. Ainsi, dans les zones cafétières d'Usulutan et San Miguel, au sud-est, le FMLN assure la protection des salariés agricoles, et dicte aux propriétaires ses conditions de travail.

Dans l'armée, les désertions et les redditions se multiplient. A Anamoros, au nord du département de la Union, une compagnie entière s'est rendue au FMLN en novembre.

Devant cette déroute, les Etats-Unis deviennent de plus en plus menaçants : le 2 décembre, des unités militaires participant aux manœuvres conjointes américano-honduriennes *« Big pine 2 »*, se sont déplacées vers la ville de la Esperanza, au sud du Honduras, et au nord du département salvadorien de Morazan. Le Commandement général du FMLN a ordonné l'état d'alerte à ses troupes à l'est afin de se préparer à toute éventualité, des hélicoptères participant aux manœuvres ayant à plusieurs reprises survolé la frontière.

S. J.



TOTO BISSAINTHE

Haïti chanté

QUAND Christophe Colomb découvre en 1492, à 90 kilomètres de Cuba, Haïti, un million d'Indiens Arawak y vivent. 50 ans après il en reste 600. Un génocide colonial exemplaire.

Pour remédier à cette situation, un père de l'Eglise invente la traite des noirs, ce fut le père fondateur des négriers. En un siècle et demi 15 millions d'esclaves quitteront l'Afrique pour Haïti ; un tiers y arrivera vivant.

Mais les Noirs comme les Indiens se battent. Une véritable guerre de libération nationale commence en 1791, après la Révolution française, pour aboutir en 18 04 à la proclamation de la première République Noire du nouveau monde. C'est la première révolution anticoloniale victorieuse au monde.

En 1915 après plus d'un siècle d'histoire mouvementée, les Etats-Unis occupent militairement toute l'île — depuis bien longtemps celle-ci a été coupée en deux — une partie pour l'Espagne : Saint Domingue ; une pour la France : Haïti... c'est ça le commerce — l'occupation durera jusqu'en 1934. La guérilla rurale sera permanente, ce sera la première à être bombardée par l'aviation — champs d'expérience pour un futur Vietnam. Les mulâtres collaborent largement avec l'occupant, qui est soutenu par l'Eglise catholique.

Quand Duvalier prend le pouvoir, il apparaît comme le vengeur des Noirs exploités. Il deviendra bien vite, reniant ses engagements et s'appuyant sur sa légion de Tontons Macoutes le sinistre Papa Doc.

Aujourd'hui Haïti est en tête des pays américains pour l'analphabétisme avec un taux de 89 % ; la malnutrition chronique — 90 % des habitants sont des paysans — touche 80 % de la population. On mange un jour sur deux à Haïti et on a 25 fois moins de chances d'atteindre les cinq ans que dans les pays industriels. Le français, la langue officielle, n'est compris que par 10 % de la population. On parle le créole, dérivé du français et mélangé d'africain. C'est une langue purement orale qu'on commence seulement à enseigner dans les écoles. Mais le pourcentage de scolarisation n'atteint pas 20 %.

Dans cette misère généralisée le pouvoir utilise à fond, en la dénaturant, la religion ancestrale venue d'Afrique : le vaudou. Il développe en permanence un climat « magico-culturel », mais les zombis ne sont pas des personnages de légende, mais des paysans drogués, utilisés quasiment comme esclaves — et qu'on vend aussi à la voisine Saint-Domingue pour la récolte du sucre.

Toto Bissainthe, la grande chanteuse haïtienne, qui habite aux Antilles, mais pas à Haïti bien sûr, revient en France chanter de nouveau Haïti. Elle sera à Paris au Palais des Glaces, faubourg du Temple du 10 au 28 janvier et ensuite en tournée. Elle chante la naissance du vaudou sur une terre d'exil, premier langage commun de tous ces esclaves d'ethnies différentes, qui fut un moment vital, créateur, une unification culturelle qui allait transformer le monde : une ouverture des enfermés. Aujourd'hui ce n'est plus qu'un des appareils du pouvoir. Elle chante une musique traditionnelle, mais aussi une musique actuelle, une musique d'ouverture. En 1977, elle a enregistré un disque avec Mino Cinélu, un inconnu. Il est maintenant le percussionniste du trompettiste Miles Davis.

Toto Bissainthe « Haiti fut maman liberté. Si elle est tombée elle se redressera »

Elle est accompagnée de quatre musiciens pour son nouveau spectacle qui est toujours Haïti chanté, Haïti la sans-secours, Haïti la secousse. Quand le soleil se lève pour une journée ordinaire, il sort de sa cachette, il illumine un cachot : c'est Haïti. Haïti vivant, Haïti-multiple se joue sur la scène de ce spectacle où la comédie et le chant se retrouvent unis dans la danse de la vie. Une telle identification d'une chanteuse, d'une femme, à un peuple, à une histoire est prodigieuse. Des siècles et des millions d'esclaves, qui surent lutter, revivent dans son chant et au-delà l'avenir y apparaît : Sonjé té Daytisa-i té yé/Sé manamn libété/Si-tombé, la lévé-Rappelle-toi ce qu'a été la terre d'Haïti/Rappelle-toi Haïti fut Maman liberté/Si elle est tombée elle se redressera.

Alexis Violet

Le 14 février, Pau ; 15, 16, 17, 18, Poitiers ; 21, près de Bordeaux ; 22, Tours ; 23, Dreux (pas rater) ; 24, Orléans ; 25, Bourges et 9 mars, Bruxelles.

Et elle sort un disque chez Chant du monde : « Haïti chante »...

● **Samedi** 20 h 35 (FR3), *l'Univers du rire* c'est le titre d'une série de trois émissions de la chaîne de télé américaine MCA, reprenant les moments les plus hilarants de l'histoire du cinéma comique US, de Mack Sennentt à Woody Allen.

22 h 35 (TF1), « l'esprit de contradiction », réincarnation à une heure plus tardive et sous un autre nom du « Droit de réponse » de Michel Polac.

● **Dimanche** 20 h 35 (FR3) « Témoins » de Josée Dayan, avec, ce soir, Simone de Beauvoir.

21 h 45 (A2), début d'une série de six émissions retraçant l'histoire du Vietnam de l'an mille à nos jours. En puisant largement dans les documents des cinémathèques française, américaine, anglaise, soviétique, chinoise et vietnamienne, Henri de Turenne a tenté une vaste fresque historico-géographico-politique. La première émission de ce soir, *la Perle de l'empire*, survolera la période allant de l'an mille à 1945.

22 h 30 (FR3), *Plus fort que le diable* de John Huston d'après un scénario de Truman Capote avec H. Bogart, J. Jones et Peter Lorre. Un régal bourré d'humour, et malgré tout, fidèle à la mythologie du roman noir. Capote et Huston se sont vraisemblablement régalés de parodier les romans de Chandler, pour ce film où Bogart est savoureux !

● **Lundi** 20 h 35 (TF1), *le Vent de la plaine*, western de John Huston avec Burt Lancaster et Audrey Hepburn. Lyrique et passionnel, c'est l'un des plus beaux films de Huston, je n'ai qu'un conseil à vous donner : ne ratez ce chef-d'œuvre sous aucun prétexte !

20 h 35 (FR3), *Fanny* de Pagnol avec Raimu et Orane Demazis.

● **Mardi** 20 h 35 (FR3) « La dernière séance »... Eddy Mitchell a laissé la bride à Sardou (beurk !) mais comme c'est toujours Patrick Brion qui concocte les programmes, on n'a pas fini de se régaler, malgré Sardou. Au menu de ce soir *El Perdido*, un très bon western crypto-psychanalytique de Robert Aldrich, avec K. Douglas, D. Malone et Rock Hudson ; *Le peuple accuse O'Hara*, un solide polar en VO de John Sturges, interprété par Spencer Tracy.

● **Vendredi** 20 h 35 (A2), sixième et avant-dernier épisode de *Fabien de la Drôme*, le « western » occitan de Stellio Lorenzi et Michel Wyn.

21 h 50 (TF1), « Les mercredis de l'information » ont changé de jour... mais gardé leur titre sur les programmes de TF1. Ce soir, un passionnant reportage de Christian Brincourt sur le Brésil : *la Fournaise brésilienne*.

Michel Laszlo

HISTOIRE DE LA GUERRE SCOLAIRE

Par Vassili

Résumé. Les instituteurs regroupés en amicales corporatistes constituent en 1905 des syndicats. En 1910, le premier numéro de la revue « Ecole emancipée » paraît. En 1914, c'est la guerre. Puis la paix en 1918...

A suivre...

LES SOCIALISTES EUROPEENS FACE A LA CRISE (1)

Espagne : la fin de l'état de grâce

• Face aux nécessités de la restructuration capitaliste, Felipe Gonzalez met en œuvre une politique lourde de conséquences pour les travailleurs

IL y a un an, le 28 octobre 1982, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) terrassait ses adversaires bourgeois et raflait, avec 48 % des suffrages, une majorité absolue de sièges aux Cortes. Ce raz de marée traduisait la profonde volonté de changement de la population laborieuse et le discrédit des formations réactionnaires.

Tout en affirmant d'emblée son respect des règles du marché et en limitant ses engagements, le parti de Felipe Gonzalez faisait alors de la lutte contre le chômage son principal objectif : *« L'emploi est l'objectif prioritaire du programme socialiste. Il est nécessaire de créer des postes de travail pour les plus de deux millions de chômeurs actuels. Pour cela le PSOE se propose de créer plus de 800 000 emplois durant les quatre années de sa gestion gouvernementale. »*

Dès lors qu'elles ne s'accompagnaient pas de mesures radicales, notamment au plan de la durée du travail et qu'elles laissaient toute latitude aux entrepreneurs pour s'y conformer, de telles promesses ne pouvaient résister à l'épreuve de la crise du capitalisme espagnol. Face à la concurrence internationale et dans la perspective d'une intégration à moyen terme à la Communauté européenne, la classe dominante doit restructurer un appareil productif passablement archaïque. Ce qui passe par des centaines de milliers de licenciements. Entre décembre 1982 et décembre 1983, 115 000 personnes sont venues grossir les rangs des sans-emploi.

Licenciements en masse

Les restructurations n'épargnent pas le secteur public. Se pliant totalement à cette logique, les nouveaux responsables du pays — sous l'égide de Miguel Boyer, ministre des Finances et du Commerce et de Carlos Solchaga, ministre de l'Industrie — viennent de faire adopter par le Parlement un décret-loi portant sur la reconversion des secteurs non-compétitifs comme la sidérurgie, les chantiers navals et le textile. Pour la seule construction navale, les projets gouvernementaux prévoient la disparition de près de 20 000 emplois.

Ce plan coûtera, sur les deux prochaines années, mille milliards de pesetas (55 milliards de francs), soit la bagatelle d'un dixième des dépenses publiques prévues en 1984. Le coût social menace de n'être pas moins exorbitant : entre cent et deux cent mille postes de travail supprimés. Un chiffre particulièrement lourd en un moment où 2,3 millions de travailleurs (18 % de la population active) sont déjà contraints à l'inactivité.

Les dirigeants socialistes ont immédiatement adapté leurs objectifs sociaux à cette réalité. D'ores et déjà, la perspective de création de 800 000 emplois est reléguée aux oubliettes. Pour limiter le gonflement des statistiques et conjurer des explosions sociales, ils s'efforcent de généraliser les contrats de travail temporaires d'une durée de six mois à trois ans. La semaine de quarante heures doit être promulguée cette année, mais il n'est pas question d'aller au-delà pour ne pas grever les bénéfices des entreprises.

Toute la politique du PSOE paraît dictée par un unique impératif : augmenter la compétitivité de l'économie. Elle prétend, dans ce cadre, ramener l'inflation de 14 % en 1982 à 6 % en 1986. Mais cela passe par la *« réduction des coûts salariaux »*.

Pouvoir d'achat en baisse

Reprenant une méthode bien connue en Europe, le pouvoir entend que les négociations sociales annuelles déterminent les hausses de rémunération en fonction de l'inflation programmée pour l'année suivante. Or, en raison de la dépréciation de la monnaie et de l'évolution des prix des matières premières qui renchérissent les importations, les objectifs officiels seront impossibles à tenir. Ainsi, en 1984, les hausses de prix devraient être plus proches de 10 % que des 8 % prévus. Et, comme il est proposé parallèlement aux salariés d'accepter une amputation de 1,5 % de leur pouvoir d'achat, on devrait aboutir à une perte sèche de 3,5 %.

De surcroît, ce chiffre ne tient pas compte des conséquences du budget 1984. Celui-ci se traduira en effet par une accentuation de la pression fiscale. Alors que l'imposition directe augmentera de 30 % pour le revenu des ménages, la ponction sur les entreprises ne progressera que de 10 %. De même, les taxes et impôts locaux suivront le même chemin. Pour ne prendre que cet exemple, les impôts liés à la consommation de carburant s'alourdiront de 30 %.

Responsabilités syndicales

C'est donc à une dégradation massive des conditions d'existence du plus grand nombre que conduit cette orientation. Voulant aux yeux des possédants faire preuve de leur détermination, les gouvernants ont annoncé qu'ils iraient jusqu'au bout, quelle que soit la réaction du monde du travail. Carlos Solchaga explique notamment : *« Les choses ne peuvent rester comme elles sont. Il faut mener à bien la reconversion, même si cela doit se traduire par des conflits sociaux. »*

Une telle arrogance s'explique essentiellement par la passivité des directions syndicales. L'Union générale des travailleurs (UGT, socialiste) se fait le pur et simple relais de la politique gouvernementale. Peu importe les mesures mises en œuvre, son secrétaire général, Nicolas Redondo, affirme : *« Nous voulons aider le gouvernement. »* Il n'y a là rien qui puisse vraiment étonner quand on sait que, bien avant la victoire du PSOE, le même Redondo clamait déjà : *« Dans une époque de crise économique, le syndicat ne doit pas servir à la mobilisation mais à la concertation. »*

Quant aux Commissions ouvrières, liées au PCE, leur attitude plus « indépendante » ne saurait dissimuler leurs gestes de conciliation envers l'équipe au pouvoir. En janvier 1983, elles n'hésitèrent pas à ratifier comme l'UGT l'accord interconfédéral qui prévoyait pourtant une progression des traitements inférieure à la hausse des prix.

Combien de temps Gonzalez pourra-t-il tenir ce cap ? Tout dépendra de la réaction des travailleurs et de la capacité de la gauche syndicale, encore très morcelée dans les deux confédérations, à offrir une perspective crédible aux luttes. Une chose est sûre, le Parti socialiste ouvrier verra progressivement s'amenuiser le capital de confiance dont il disposait au départ. La remontée des luttes populaires comme les démonstrations d'hostilité à la politique suivie en sont autant d'indices (voir ci-dessous).

La bourgeoisie, elle, enregistre avec satisfaction tout ce qui affaiblit la classe ouvrière. En attendant patiemment l'heure où elle pourra se débarrasser des socialistes et remettre en selle ses représentants directs. Le cynisme du quotidien patronal *les Echos* n'en était-il pas la traduction quand il qualifiait, le 28 octobre, la démarche de Gonzalez de *« style de gestion qu'un gouvernement libéral, voire de droite, n'aurait pas réprouvé »* ?

Christian Picquet

Premières révoltes ouvrières

FELIPE GONZALES a fêté dans le sang le premier anniversaire de son entrée en fonctions. De violents affrontements entre travailleurs et forces de police se sont déroulés, à la fin du mois dernier, dans la région de Valence et dans la province agricole d'Andalousie.

Les plans de reconversion de la sidérurgie touchent en premier lieu le personnel des Hauts Fourneaux de la Méditerranée (AHM), une entreprise d'Etat implantée à Sagunto. Ils devraient en effet entraîner la disparition de trois mille des quatre mille postes de travail. Sagunto est, de ce fait, peu à peu devenue une sorte de Longwy espagnol. Malgré la pression du gouvernement qui n'a pas hésité à jouer des divisions existantes parmi les salariés et à faire de fausses promesses, la lutte a pris valeur de test national. Plusieurs grèves générales ont déjà été organisées dans la région, ainsi que des « marches sur Madrid ».

Le 27 décembre, alors que deux mille travailleurs avaient arrêté le travail durant vingt-quatre heures et qu'ils paralysaient la ville en bloquant routes et autoroutes, la garde civile est brutalement intervenue, utilisant grenades lacrymogènes, balles en caoutchouc et même armes à feu, comme aux pires moments du franquisme. Les heurts ont duré tout un après-midi et fait plusieurs blessés graves du côté des ouvriers.

En Andalousie, ce sont les ouvriers agricoles qui se battent contre le chômage et pour l'organisation de la réforme agraire à laquelle le pouvoir se refuse. Cette région — fief du PSOE — est l'une des plus miséreuses d'Espagne, avec un taux de chômage qui atteint 22 % de la population active. De plus, l'allocation versée mensuellement aux chômeurs andalous, au titre de l'*« emploi communautaire »*, c'est-à-dire en échange d'un travail d'utilité publique, accuse de grands retards. C'est pour protester contre cette situation que, le 27 décembre, deux mille personnes ont bloqué la route Cadiz-Cartegena, à Puerto-Serrano. Là encore, la police est intervenue avec la plus extrême brutalité. Un manifestant perdit un œil, d'autres furent délogés à coups de crosse des habitations où ils avaient trouvé refuge, etc.

Ce climat de tension sociale reflète l'entrée en lutte de nombreux secteurs au cours des derniers mois. Le 15 octobre, une marche des ouvriers agricoles, soutenue par les Commissions ouvrières et le Syndicat des ouvriers de la campagne (SOC), rassemblait quinze mille personnes à Séville. A la même période, les Commissions ouvrières se virent obligées d'organiser plusieurs démonstrations de rue qui réunirent des dizaines de milliers de manifestants, dont vingt mille à Madrid et dix mille à Valence, etc. Enfin, à l'annonce des licenciements dans les chantiers navals, près de soixante-quinze mille personnes (près du tiers des effectifs des chantiers) manifestèrent le 8 décembre à El Ferrol, en Galice (au nord-ouest du pays).

La réaction brutale des forces de l'ordre augure bien mal des réactions des gouvernants socialistes face au développement des conflits sociaux. D'autant que d'ores et déjà le chef du gouvernement a annoncé qu'il ne céderait pas à la « pression de la rue ». Il est vrai qu'ils ne peuvent satisfaire à la fois le patronat et ceux qui les ont portés au pouvoir.

C. P.